

Directeurs-Gérants :

F. DE RODAYS A. PÉRIER  
Rédacteur en chef. Administrateur.SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION :  
Gaston CALMETTETÉLÉPHONE : 102.46 Rédaction  
102.47 Administration

ANNONCES ET RÉCLAMES

Agence P. DOLLINGEN, 16, rue Grange-Batelière

## LE FIGARO

LE COLONEL PICQUART  
EN TUNISIE

Sousse, le 16 mai.

On bavardait peu sur l'« Affaire » en Tunisie. Non pas que, dans notre France d'outre-mer, on se désintéresse, par égoïsme, de cet interminable drame où sont engagés, en somme, l'honneur de la patrie et les intérêts de l'humanité. Mais, depuis quelque temps, on renonce à comprendre cette affreuse imbroglie.

Les Français d'Afrique ne peuvent pas, comme les indigènes du Boulevard, suivre au jour le jour les péripéties de ce feuilleton. Les journaux de Paris nous arrivent par paquets, deux ou trois fois la semaine, et c'est un travail rebutant, que de lire tous ces articles contradictoires, où les gros mots remplacent trop souvent les bonnes raisons. Dans l'intervalle des courriers, les nouvelles apportées par le télégraphe sont nécessairement d'un laconisme sibyllin. Les dépêches se réduisent à des formules inintelligibles, où l'on distingue à peine, comme en un guignol macabre, quelques vagues ombres qui, de loin, paraissent bizarres, incohérentes. Et l'on considère avec inquiétude, au-dessus du pêle-mêle des premiers rôles et des comparses, dominant tout de sa taille maigre, de son nez busqué, de son geste impatient et de sa moustache maygare, M. le commandant Walsin-Esterhazy.

Ce qui nous surprend le plus, parmi toutes les énigmes de cette « Affaire », c'est l'acharnement avec lequel les prétendus « nationalistes » ont sacrifié M. le lieutenant-colonel Picquart, officier français, à M. Walsin-Esterhazy, Hongrois.

Celui-ci, jusqu'à la veille de sa fuite en Angleterre, parut être l'incarnation de toutes les vertus de notre race. Soutenu par des prédilections avouées, il avait licence de tout dire et de tout faire sans rendre compte de ses actes à l'autorité dont il dépendait. Les règlements militaires n'existaient pas pour lui. Cet ancien officier de la légion étrangère avait le droit d'insulter les généraux de l'armée française. Il pouvait, malgré les ordres formels du ministre de la guerre, se promener à Paris tandis que son bataillon était à Rouen. Il avait la permission d'envoyer aux journaux des articles consacrés à sa gloire. Le scandale de sa vie privée fut excusé, gentiment, comme un péché mignon. Choyé dans le huis clos du Conseil de guerre, il fut acclamé sur la place publique. M. Walsin-Esterhazy, après avoir exprimé le désir d'être capitaine de uhans, reçut, à Paris, plus d'ovations que n'en recevra peut-être le général victorieux qui nous rendra l'Alsace et la Lorraine.

Quant au colonel Picquart, qui n'était pas Hongrois étant né à Strasbourg, son traitement fut différent. On savait ses origines, d'où il venait, ce qu'il était. Les chefs de l'armée avaient eu apparemment des raisons excellentes pour faire de lui le plus jeune lieutenant-colonel de l'infanterie française. Ce n'est pas sans motif que l'éminent et regretté général de Miribel recommanda le colonel Picquart au général de Gallifet, dont il fut pendant cinq ans le collaborateur, et dont il est resté l'ami. Breveté d'état-major, professeur à l'École supérieure de guerre, le colonel Picquart fut désigné pour le poste de chef du bureau des renseignements au ministère de la guerre. A partir de ce moment, des haines sournoises et furieuses se déchaînèrent contre lui. Son subordonné Henry donna l'exemple de l'indiscipline et de l'insouciance. Surveillé, dans son propre bureau, par ses inférieurs, il fut éloigné de Paris par des ordres inexplicables, auxquels il se soumit sans se plaindre, avec la dignité stricte et parfaitement militaire dont il était coutumier.

Le 8 janvier 1897, il fut nommé lieutenant-colonel au 4<sup>e</sup> régiment de tirailleurs, à Sousse. Le temps qui lui passa dans cette garnison d'outre-mer lui fut un court et délicieux répit, avant les persécutions que son tranquille courage exaspère, et devant lesquelles sa volonté inébranlable ne fléchira pas.

\*\*\*

Sousse est une ville blanche au bord de la mer bleue. De loin, cette cité orientale, avec ses toits en terrasse et ses minarets sarrasins, ressemble à une avalanche de marbre écroulée aux pentes des collines, et descendant jusqu'aux plages dorées, vers la frange d'argent qui, sous le soleil triomphal de l'Afrique, ourle magnifiquement la splendeur azurée des golfes. De près, l'éclat de cette ville blanche est aveuglant, sa splendeur semble torride. L'air est presque baigné par l'aridité fauve des terres où s'enfoncent hardiment la maçonnerie légère des remparts crénelés. Mais, peu à peu, le regard se repose de cette première sensation d'éblouissement. On s'habitue à cette superbe monotonie de blancheur. On plonge, on découvre, dans cette vaste étendue blanche, une singulière variété de dessins, de couleurs et de nuances. Les mille incidents de la lumière et de l'ombre égagent l'apparente uniformité de ce décor. Ça et là, un dattier solitaire, planté dans une cour, ébouriffe son aigrette de palmes vertes. Le minaret d'une mosquée dresse, parmi les maisons plates, sa tour carrée, dentelée de créneaux, surmontée d'une lanterne où le muezzin module, pour les fidèles, l'appel prescrit par le livre de Mahomet. Un moucharabieh muresque entrecroise son grillage vert sur la façade d'une maison aussi blanche qu'un burnous. La tombe vénérable d'un marabout arrondit sa coupole au milieu des bâ-

tisses rectangulaires. Et si, des hauteurs qui dominent Sousse, on laisse errer sa vue vers les perspectives du Sahel, on rencontre des forêts d'oliviers qui prolongent des espaces de verdure pâle jusqu'aux promontoires de Monastir et de Méhdia. Lamer, sillonnée de voiles aiguës, scintille et resplendit le long des rivages courbes. La couleur des flots change à toutes les heures du jour. Tantôt c'est le bleu profond du lapis-lazuli ou de la turquoise. Tantôt, c'est la teinte, plus caressante, de l'aigue-marine ou du saphir agatisé. D'autres fois, si d'aventure le soleil est voilé par un nuage passager, la Méditerranée, incapable d'être assombrie par la tristesse orageuse du Nord, se revêt, sous le ciel gris, des plus exquises nuances de l'opale ou de la perle.

C'est dans les bâtiments de cette kasbah que logea le lieutenant-colonel Picquart pendant son séjour à Sousse. J'ai voulu voir l'endroit où vécut cet homme, dont le nom est désormais inséparable d'un des épisodes les plus tragiques de l'histoire contemporaine. On entre dans la kasbah par une porte très haute, dont les montants et le cintre sont bariolés de couleurs vives, à la mode orientale. Sous la voûte de ce portail, on montre encore les guérites basses où les soldats du Bey s'asseyaient sur leurs talons pour monter la garde. La cour, vaste, est ombragée par un beau mimosa. Des écuries indiquent les bureaux de l'intendance et les logements réservés aux officiers supérieurs. Voici l'ancien appartement du colonel Picquart. Un turco est debout, à quelques pas du seuil. On gravit les marches d'un escalier ; et, si l'on s'accoude aux fenêtres, on découvre un panorama merveilleux. La cité arabe s'incline vers la mer : chacune des rues qui rayonnent de la kasbah semble une perle ouverte sur un royaume de féerie. Au bout des couloirs étroits où s'alignent les murailles blanches, on voit luire et miroiter l'azur des fûts clairs.

Près de ces appartements particuliers, le public est admis, à certaines heures, dans la salle d'honneur du 4<sup>e</sup> tirailleurs. On a exposé dans cette salle une collection d'admirables mosaïques romaines, découvertes par les sappers qui ont creusé les fondations du nouvel arsenal d'artillerie. Très lettré, très accessible à tout ce qui fait la noblesse et la beauté de la vie, le colonel Picquart s'intéressait à ces reliques du passé. Il aimait, dans ses heures de loisir, à s'entretenir avec notre savant compatriote, M. Gauckler, directeur du service des antiquités et des arts de la Régence de Tunis. Par là, il continuait les traditions de courtoisie et de science qui ont fait, de notre armée d'Afrique, l'auxiliaire de nos archéologues et de nos savants. Mais le meilleur de son temps appartenait à ses devoirs militaires.

On peut consulter, au ministère de la guerre, les notes qui lui furent attribuées par ses chefs immédiats : M. le colonel Dechizelle, aujourd'hui général, commandant la subdivision de Batna ; M. le général Leclerc, commandant la division d'occupation de Tunisie ; M. le général Larchey, commandant le 19<sup>e</sup> corps d'armée. Tous les rapports sont unanimes à constater ses grandes qualités de soldat, son application au travail, l'estime qu'il inspirait à tous par sa bonne grâce de galant homme. C'était d'ailleurs une vérité couramment admise, dans les mosquées, que le colonel Picquart était appelé aux plus brillantes destinées, et que l'armée comptait sur cet officier d'Alsace, pour le jour des efforts décisifs et des revendications impatientement attendues.

Très soucieux des intérêts de son régiment, il réussit à éloigner de la garnison de Sousse les usuriers juifs qui prêtaient de l'argent aux tirailleurs. Toutes les personnes que j'ai vues à Sousse m'ont vanté sa haute intelligence, sa discrétion, son tact. Passionné pour le service, il ne quittait le camp des tirailleurs et la pension des officiers supérieurs que pour se consacrer à des amitiés fidèles, dont la douceur est plus forte que toutes les animosités aveugles qui se sont liguées contre lui.

\*\*\*

Le lieutenant-colonel du 4<sup>e</sup> tirailleurs fut un jour invité à quitter la garnison de Sousse pour se diriger vers la frontière tripolitaine. On sait comment M. le général Gonse, interrogé, a expliqué le but de cette mission. La « guerre de Macédoine » (l'honorable général voulait dire la guerre de Thessalie) avait, paraît-il, excité les Arabes de Tripoli. On s'est dit : « Tiens ! Picquart est là-bas ! il nous racontera ce qui se passe. » Le général Leclerc prit sur lui de ne pas faire exécuter cet ordre. La présence du colonel à la frontière tripolitaine n'était pas nécessaire. Il y a, en Tunisie, un « service des renseignements » qui fonctionne d'une façon normale et permanente. Ce service est composé d'officiers spécialement choisis, après un examen où ils doivent justifier d'une connaissance approfondie de la langue arabe. Les postes du service des renseignements sont régulièrement échelonnés à Gabès, à Médénine, à Fom-Tatahouine, à Zarzis, à Matmata, à Kebili. Le colonel Picquart n'avait rien à faire dans ces parages.

Le colonel Picquart fut désigné pour remplir les fonctions d'arbitre aux manifestations qui eurent lieu en octobre 1897 dans la région de Dar-bel-Louar, Enfidaville, Zaghouan et Tunis. Ce fut, jusqu'à nouvel ordre, sa dernière participation aux travaux de cette noble profession des armes vers laquelle il avait été appelé par une vocation instinctive, peut-

être aussi par le secret espoir de retourner, sous l'uniforme français, dans sa ville natale de Strasbourg.

Harcelé de fausses dépêches et de lettres anonymes, calomnié par les amis d'Esterhazy, livré, presque officiellement, à la postérité pullulante de Giboyer et de Tartuffe, enfermé dans la forteresse du Mont-Valérien, dénoncé aux fureurs de la populace, le colonel Picquart eut le suprême courage de signaler poliment un faux, fabriqué par Henry, porté à la tribune de la Chambre et affiché dans les trente-six mille communes de France. Coupable d'avoir dit la vérité, il fut aussitôt jeté en prison. Il y est encore, depuis plus de dix mois !

Entre temps, ses persécuteurs annoncent dans leurs journaux qu'il faisait éléver ses enfants dans un collège allemand. Or, il n'a pas d'enfants. On suscite contre lui le témoignage d'un certain Savignaud, qui aurait été son ordonnance à Sousse, n'a jamais été son ordonnance... Et ainsi de suite.

Est-ce la bêtise qui domine, dans cette longue entreprise contre l'abnégation évidente et le désintéressement incontesté d'un homme de cœur ? Est-ce la malice, l'erreur, l'iniquité ? Quand donc les honnêtes gens qui ont pu se tromper de bonne foi sur le compte de cet officier auront-ils enfin le dégoût du dénigrement systématique dont ils sont dupes, et la satiété de toutes les sottises, méchamment offertes, chaque jour, à la niaiserie des badauds ? Voilà ce que m'a demandé, en Tunisie, les nombreux amis, civils ou militaires, du colonel Picquart.

Gaston Deschamps.

## Échos

La Température

La dépression couvre le centre du continent ; la mer est houleuse sur nos côtes et les pluies ont été générales dans l'ouest et le centre de l'Europe. Elles ont été très abondantes sur nos régions ; on a recueilli 24 mm d'eau au Havre, 16 à Nantes, 13 à Paris, 8 à Nice. Les averse restent probables avec temps frais.

Hier à Paris, journée sombre et froide, coupée d'averses. Le thermomètre, à 12 h le matin, n'a pas dépassé 10° dans l'après-midi. Le baromètre, à 755 mm dans la matinée, se tenait le soir en hausse à 758 mm.

## Les Courses

A 2 heures, Courses à Saint-Ouen. Gagnants de Robert Milton :

Prix de l'Allier : Ostaria.  
Prix du Morvan : Bassam.  
Prix du Nivernais : Pilule.  
Prix du Cher : Régulus.  
Prix Roncevaux : Mathias.

## LA FRANCE AUX CANAQUES

L'interminable discussion qui se poursuit à la Chambre sur l'Algérie s'encaadre parfaitement dans le grand drame dont la solution approche, parce qu'elle révèle des habitudes de sauvagerie qui expliquent l'entêtement irréductible d'une partie des Français.

Laissons de côté les attentats, les crimes, les infamies dont les juifs algériens ont été et sont encore victimes. Ces pauvres juifs pourraient se dire, s'ils savaient l'histoire, qu'au seizième siècle les catholiques et les protestants, en France se sont traités mutuellement comme les antisémites traitent les juifs algériens.

On s'est beaucoup égaré au nom du Dieu d'amour. On s'est surtout beaucoup pillé. Et il est probable que, sans l'énorme saignée que Napoléon a infligée au début de ce siècle, on s'égoutterait, on s'assassinerait en ce moment-ci comme au temps de la Ligue et sous les mêmes prétextes. Mais comme, grâce à Napoléon, on a moins de sang, on en est plus avare.

Le progrès a consisté à remplacer les estocades par les coups de langue et les coups de plume. Là, nous tenons le record. Il est certain que démontrer à un adversaire qu'il se trompe, en lui reprochant d'être tuberculeux, est le dernier cri de la gentillesse et de la nouveauté. Il n'est pas banal non plus, lorsqu'on reçoit le vice-président du Conseil d'Etat, c'est-à-dire un grand personnage, comme gouverneur général en Algérie, de le traiter de « vieillard ordurier », et, s'il a le malheur de perdre un enfant, de lui crier : « C'est bien fait ! »

Ces meurs de Cordeliers, ces boueuses injures, ces calomnies à jet continu ne font pas seulement descendre une nuit intellectuelle épaisse sur le peuple qui s'en régale, elles lui donnent l'impassibilité du boucher pour qui le bèlement du mouton qu'il égorge est un bruit quelconque.

Et cela nous explique pourquoi un public nourri de cette littérature, intoxiqué de ce poison, n'a même plus le ressort suffisant pour se dresser, unanime, quand on lui montre une erreur judiciaire à réparer, c'est-à-dire la plus belle tâche qu'il soit donné aux hommes d'accomplir ici-bas.

Cela nous explique pourquoi des gens qui sont des Français du dix-neuvième siècle, et non des Canaques, ont pu préférer ce blasphème : Que Dreyfus soit innocent ou qu'il soit coupable, peu importe ! Il est bien où il est. Qu'il y reste !

Cela nous explique enfin pourquoi des femmes qui ne paraissent pas nées pour être tricotées vous disent : « Qu'est-ce que cela peut me faire qu'un juif soit à l'île du Diable ? » Si tout ce monde préhistorique, ce monde des cavernes l'emportait la semaine prochaine, nous aurions vu disparaître une des plus belles œuvres de Dieu : l'âme d'un grand genre. — J. CORNÉLY.

## A Travers Paris

M. Guillaumin, ministre des colonies, déclinant témoignage au général Gallieni, dès son arrivée à Paris, tout le prix qu'il attache à ses patriotiques efforts pour pacifier définitivement la grande île africaine et la mettre en valeur, donnera ce soir, en son honneur, un dîner auquel prendront part les présidents des deux Chambres et tous les ministres et sous-secrétaires d'Etat.

Les officiers supérieurs de l'état-major du général Gallieni assisteront également à ce dîner.

Le commandant Marchand et ses vaillants compagnons sont attendus le 1<sup>er</sup> juin au Cercle militaire, et déjà l'établissement de l'avenue de l'Opéra commence la décoration de ses salons.

Une grande réception sera offerte aux officiers de la mission le soir même de leur arrivée à Paris. Malheureusement, l'exiguïté des locaux du Cercle ne permet pas d'inviter ses 14,000 membres à cette fête militaire. Le général Zurlinden, gouverneur militaire, président du Cercle, s'est donc vu dans l'obligation de prendre les dispositions suivantes :

Des délégations seront désignées dans tous les corps et services de l'armée active du gouvernement militaire de Paris, ainsi que dans les corps et services de la marine. Quant aux officiers de réserve et de l'armée territoriale, membres permanents du Cercle, qui désiraient assister à la réception, ils pourront se faire inscrire au secrétariat, dès samedi, de 8 h. 1/2 à 5 heures. Des cartes d'invitation seront délivrées aux 250 premiers inscrits, répartis proportionnellement par grades. 80 cartes seront accordées dans les mêmes conditions aux officiers en retraite et anciens officiers, membres permanents du Cercle.

Bien entendu, la tenue militaire est de rigueur. L'habit ne sera toléré que pour les officiers en retraite qui n'auraient plus d'uniforme.

M. Harrison, ancien président de la République des Etats-Unis, est arrivé hier matin à Paris, venant de New-York par Le Havre.

Le général Porter, ambassadeur des Etats-Unis, accompagné de M. Henri Vignaud, est allé le recevoir à la gare Saint-Lazare.

M. Harrison, qui est un des plus éminents juristes américains, vient prendre part à la conférence qui doit se réunir à Paris dans les premiers jours de juin pour régler le conflit de frontières existant depuis plusieurs années entre l'Angleterre et le Venezuela. Il a été choisi, comme représentant dans cette conférence, par le gouvernement vénézuélien.

M. Jules Lemaitre, retenu à la campagne par une indisposition, n'a pu prononcer hier soir, à l'ouverture du congrès pour le droit d'association, l'important discours que nous avions annoncé. Il s'est excusé par télégramme adressé au président, M. Etienne Lamy, qui a éloquentement interprété les regrets de l'assemblée.

Trois conférences : l'une de M. Etienne Lamy ; la seconde, de M. Fossegrives ; la troisième, de M. Ducos, député, ont rempli la première séance générale du congrès.

L'Académie française a tenu séance hier sous la présidence de M. Brunetier, assisté de M. Guillaume qui, de retour d'Italie, remplissait les fonctions de chancelier, en sa qualité de dernier immortel regu.

La Compagnie a déclaré la vacance du fauteuil de M. Pailleron, et le secrétaire perpétuel a donné lecture de la lettre par laquelle le vicomte d'Avenel, dont on connaît les importants travaux à la Revue des Deux Mondes, pose sa candidature à ce fauteuil.

Le reste de la séance a été consacré à la lecture de plusieurs rapports de prix. Mais lesquels ? C'est ce que le procès-verbal communiqué ne dit pas.

On a beaucoup remarqué, à la magnifique réception d'avant-hier à l'ambassade d'Angleterre, que l'ambassadeur, qui avait reçu dans la salle du trône tous ses invités, est allé, avec tout son personnel, saluer au seuil de l'hôtel S. A. la duchesse Paul de Mecklembourg.

Ainsi le voulait en effet le protocole, car la duchesse de Mecklembourg est la nièce de la reine d'Angleterre, et elle était ainsi reçue et fêtée comme membre de la famille royale.

Elle avait une splendide toilette et, au bras de l'ambassadeur, sa beauté blonde a fait sensation, tandis que sa bonne grâce et son esprit charmaient tous ceux qui lui étaient présents.

La duchesse de Mecklembourg est pour une dizaine de jours encore à Paris.

A l'occasion de la reprise du Joseph de Méhul à l'Opéra ce soir, M<sup>lle</sup> Chéramy nous communique une très belle lettre adressée de Lucerne, en mars 1870, à Champfleury par Richard Wagner, et dans laquelle celui-ci rend à Méhul un superbe hommage. Voici cette lettre :

Mon cher ami,

Ces lignes vous seront remises par un de mes bons amis, M. Schuré, dont vous avez peut-être lu l'étude sur mes écrits (dans la Revue des Deux Mondes) et que je vous recommande chaleureusement comme un des meilleurs notes.

J'ai applaudi de tout mon cœur à la fondation du journal dont le programme me paraît un point de départ vers la réalisation d'une de mes espérances favorites, la fusion de l'esprit français et de l'esprit germanique. Vous savez que j'ai toujours eu l'idée de l'érection à Paris d'un théâtre international, où seraient données dans leurs langues les grandes

œuvres des diverses nations. Seule la France — et Paris en particulier — saurait relier en un faisceau des productions hétérogènes en apparence, dont la connaissance exacte est, selon moi, indispensable au développement intellectuel et moral d'un peuple.

Parmi les œuvres françaises qui devraient être données sur cette scène exceptionnelle, très indépendante des intérêts du jour, celles de Méhul tiendraient une première place, et je vous félicite d'avoir songé à ce grand artiste que je compte au nombre de mes précepteurs, et dont la vie et les compositions sont beaucoup trop peu connues encore en France. C'est en souhaitant tout le succès possible à votre louable entreprise que je vous serre la main très affectueusement.

A vous cordialement, mon cher Champfleury.

Richard Wagner.

INSTANTANÉ

M. TATTEGRAIN

L'auteur de ce dramatique *Exode*, ou scène du pillage de Saint-Quentin par les Espagnols, qui, au Salon de cette année, attire si vivement la curiosité du public par ses groupes mouvementés, ses incidents sanglants, sa foule grouillante. Les artistes ont été d'accord avec le public, cette fois, pour mettre hors de pair une œuvre peu banale et témoigner une méritée sympathie à une carrière consciencieuse et laborieuse. L'artiste frise aujourd'hui la cinquantaine et ses débuts au Salon (comme graveur, soit dit en passant) remontent à 1875. Ses tableaux de pêcheurs ont dès l'abord conquis l'attention par une ingénieuse mise en scène et une exécution vigoureuse sans recherches subtiles. C'est d'ailleurs par la mise en scène que brille M. Tattegrain. On a dit avec quelque raison que si le théâtre était en France une institution nationale, il n'aurait pas de meilleur arrangeur de cortèges et de spectacles que lui. Témoin ces tableaux bien connus : *Les Deuillants à Etaples*, *les Cossais se rendant à Philippe le Bon*, *Louis XIV visitant les dunes*, *l'Entrée de Louis XI à Paris*, etc., etc. ; enfin, le tableau du Salon actuel. M. Tattegrain est à l'aise dans ces costumeries, dans ces tableaux véhéments où il y a un peu d'horreur. Il est au-dessus de l'illustration, mais il n'est pas dans la tragédie : c'est plutôt le mélodrame, le bon mélodrame historique, mais très bien réglé et très ingénieusement conçu. Le mélodrame a donc cette année vaincu le rêve qui était représenté par M. Henri Martin ; l'histoire et le mysticisme, par M. F. Humbert ; la vie réelle, par M. Baschet, les trois rivaux désignés de M. Tattegrain. Physiquement, le vainqueur est d'abord cordial, un peu fruste, avec lunettes, large barbe, manières brusques qui cachent peut-être une certaine timidité. Vit plus volontiers au bord de la mer qu'à Paris. Berek, où il mène une existence un peu sauvage, même pour l'endroit, est son séjour préféré. On dit même qu'il y fait pas mal de bien, et qu'il ne s'en vante pas.

A l'Elysée-Palace-Hôtel, qui s'affirme comme le rendez-vous des dîneurs élégants, reconnu au hasard : MM. Cailhau, Faider, de Gheest, marquis de Noailles, prince de Leuchtenberg, comte Oscar de Heeren, de Erzurum, prince Denitcheff, Gordon Bennett, etc.

Le commandant Marchand, en arrivant à Paris, recevra une superbe jumelle Flammarion, qui a été commandée chez le grand opticien Fischer, avenue de l'Opéra, par un groupe de ses admirateurs.

Un grand nombre de nos lecteurs nous ont écrit pour nous demander si les articles si instructifs et si intéressants de notre collaborateur et ami le docteur Maurice de Fleury sur l'hygiène physique et morale de l'enfance seraient réunis en volume.

Augmenté de plusieurs chapitres inédits, ce volume, *le Corps et l'Âme de l'Enfant*, paraît aujourd'hui en librairie, édité par la maison Armand Colin.

MM. Hachette et C<sup>ie</sup>, les grands éditeurs, qui avaient lancé pour aujourd'hui quatre heures des invitations pour l'audition de leurs nouveautés musicales dans le Salon d'Exposition du Figaro, nous prient d'informer leurs invités que ce concert est remis à la saison prochaine.

Une nouvelle qui sera bien accueillie par les fumeurs.

Par décret du 13 janvier 1899, la Régie a été autorisée à mettre en vente les Cigares du Mexique de la maison E. Garbarot et C<sup>ie</sup>, aux prix de trente, trente-cinq, quarante, quarante-cinq, cinquante et soixante centimes pièce. Ces cigares se vendent en coffrets d'origine, en paquets de six, en étuis de cinq, en boîtes de six et de dix cigares.

## Hors Paris

S. M. l'impératrice Eugénie a quitté Naples hier soir, à bord de son yacht le *Thistle*.

Elle est en excellente santé, à part les douleurs rhumatismales dont elle souffre trop souvent depuis de longues années. L'impératrice rentre en France à petites journées et compte, à moins de mauvais temps, débarquer à Marseille.

Elle a à bord de son yacht la marquise de Casafuerte, Mme Lebreton et M. Franceschini Pietri.

De notre correspondant de Fontainebleau :

« L'état de santé de Rosa Bonheur inspire en ce moment les plus graves inquiétudes à son entourage. »

« L'éminent artiste, malade depuis trois jours seulement, a vu, depuis hier, son mal subitement aggravé par une congestion pulmonaire. La nuit dernière, une consultation de plusieurs médecins venus de Paris a eu lieu au cottage de Vy, près de Thomery. Les médecins n'ont pas caché leurs craintes, étant donné le grand âge de la malade. Mlle

H. DE VILLEMESANT

Fondateur

RÉDACTION  
ADMINISTRATION — PUBLICITÉ  
26, Rue Drouot, 26 — PARIS

ABONNEMENT

	Trois Mois	Six Mois	Un An
Seine, Seine-et-Oise, .....	15	30	60
Départements, .....	18 75	37 50	75
Union Postale, .....	21 50	43	86

On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

Rosa Bonheur, on le sait, a aujourd'hui soixante-dix-huit ans.

« Depuis ce matin, Rosa Bonheur est dans un tel état d'abattement et de faiblesse que l'inquiétude a grandi parmi ses parents, accourus auprès d'elle. On craint une issue fatale. »

Un raid peu ordinaire.

Huit officiers, les lieutenants Ruffier, Chomereau de Saint-André, Larat, Jeanerod, de Sainte-Marie et Mignard, du 20<sup>e</sup> dragons, en garnison à Dijon ; le capitaine de Saint-Gérard et le sous-lieutenant Reboul, du 10<sup>e</sup> chasseurs à cheval, en garnison à Beaune, ont parcouru : les premiers, en 24 heures, les 205 kilomètres qui les séparaient de Lyon ; les seconds, en 18 h. 43, les 165 kilomètres de Beaune à Lyon.

Officiers et chevaux étaient, à l'arrivée, en excellent état.

De Monaco :

« Le prince Albert a quitté Monaco ce matin, à huit heures et demie, à bord de son yacht *Princesse-Alice*. »

« Après quelques relâches sur le littoral, le prince Albert entreprendra un voyage au Groenland. »

## Nouvelles à la Main

Un jeune auteur travaille à un grand drame.

Pris d'un scrupule qui fait honneur à sa bonté d'âme plus qu'à sa modestie, on l'entend murmurer :

— Ayons soin de bien préciser le signallement de notre héros, afin d'éviter que dans trois ou quatre cents ans deux galants hommes ne se coupent la gorge pour un désaccord à ce sujet !

Conséquence de l'interdiction aux cochers de fumer sur le siège.

— Cochon, un roulet !

— Un petit moment, bourgeois... le temps de finir ma pipe !

Le Masque de Fer.

## LE RAPPORT BALLOT-BEAUPRÉ

Nous avons annoncé hier que M. le président Ballot-Beaupré avait terminé son rapport et que le procès en révision, contrairement à ce qu'on avait pu dire, viendrait donc bien à la date officielle ment fixée, c'est-à-dire lundi prochain, 29 mai.

On se livre maintenant, dans la presse, à un petit jeu de devinette pour savoir quelles sont exactement les conclusions du rapport. Il ne faut pas compter, pour être fixé à cet égard, sur une indiscretion de M. Ballot-Beaupré, car l'honorable rapporteur est un magistrat de la bonne école, qui se fait une haute idée de ses devoirs, et il ne semble pas doué de la même incontinence de parole et de plume que son inévitable prédécesseur à la présidence de la Chambre civile.

M. Ballot-Beaupré a même trouvé un moyen fort spirituel de garder jusqu'au bout le secret de ses conclusions. Il a communiqué au procureur général M. Manau les diverses parties de son travail au fur et à mesure de leur achèvement, mais il n'a pas encore livré les vingt-cinq ou trente dernières pages qui contiendront les conclusions proprement dites ; de sorte que, jusqu'à la veille de l'audience, on sera — au moins d'une façon officielle — dans l'incertitude sur le sens exact de ces conclusions.

Cela permettra aux journaux d'émettre encore, pendant deux ou trois jours, les opinions les plus contradictoires à ce sujet. Notons toutefois que les uns disent que M. Ballot-Beaupré conclut nettement à la révision ; les autres prétendent que, tout en laissant percer son sentiment favorable à la révision, l'honorable rapporteur n'y conclut pas d'une façon formelle, se conformant en cela aux traditions de la Chambre civile qui veulent que le rapporteur ne se prononce qu'en Chambre du Conseil. Mais, quoi qu'il en soit, aucun journal ne se risque plus à dire que M. Ballot-Beaupré conclut contre la révision.

## LA DERNIÈRE ÉTAPE

DE

## L'AFFAIRE DREYFUS

DEUXIÈME PARTIE



nissent le portrait psychologique du commandant.

Je suis absolument convaincu, écrit-il à Mme de Boulay, que le peuple français ne vait pas la cartouche pour le tuer. Il n'y a pour moi qu'une qualité humaine, et elle manque complètement aux gens de ce pays, et si, ce soir, on venait à dire que je serais tué demain comme capitaine de uhlands en sabrant des Français, je serais parfaitement heureux. Ah! dans un rouge soleil de bataille, Paris pris d'assaut et livré au pillage de cent mille soldats ivres : voilà une fête que je rêve!

Le commandant est un « condottiere » selon sa propre expression, mais surtout un viveur. Il mène l'existence la plus déréglée, il est perdu de dettes, il est obligé, pour satisfaire à des besoins d'argent incessants, de se livrer aux spéculations les plus louches.

En juin 1894, sa situation est telle que, s'adressant à M. Maurice Weil (lettre versée par Mathieu Dreyfus au Conseil de guerre Esterhazy), il écrit :

Je ne puis soustraire ma femme et mes enfants à la misère que par un crime.

Il s'est en effet, depuis quelque temps, résolu à un crime : celui de trahison.

A ce moment, Esterhazy, major au 74<sup>e</sup> de ligne, en garnison à Rouen, n'ayant plus aucun espoir d'avancement, se montre singulièrement désireux de faire partie des délégations d'officiers d'infanterie aux manœuvres d'artillerie et de champ de tir.

On sait que ces officiers de troupe y étudient les effets destructeurs du canon et le parti qu'on en peut tirer en tactique. On leur donne les explications nécessaires sur le matériel. Souvent leur confiance, soit en vue d'une délégation aux manœuvres, soit pendant la durée de leur présence, des Manuels ou documents où ils puisent les connaissances techniques indispensables.

Le colonel Picquart, qui s'était renseigné sur les agissements d'Esterhazy auprès des officiers de son régiment, reçut cette réponse :

Cet homme (Esterhazy) a des allures singulières; il a été deux fois aux écoles de feu d'artillerie, et il a demandé à y retourner une troisième fois, et comme on lui objectait que ce n'était pas son tour, il y est allé sans indémnité.

Le général Goussier observe naïvement qu'Esterhazy ne travaillait pas aux écoles à feu et se contentait de fumer des cigarettes. Il regardait cependant autour de lui, et il savait l'art de faire parler les gens. L'employait chez lui des copistes, et parfois même des dessinateurs aux- quels, comme à M. Eoalle, il racontait, pour justifier des travaux suspects, des histoires invraisemblables.

D'autre part, ses rapports avec M. de Schwartzkoppen sont établis par lui-même, dans la lettre qu'il adressa, en décembre 1898, au premier président de la Cour de cassation.

Dix-huit mois environ, de 1894 à 1895, à la demande du colonel Sandherr, du service des renseignements, que j'avais connu en Tunisie, des rapports que j'aurais précisés devant vous si j'avais été relevé du secret professionnel. Grâce à ces rapports connus de mes chefs et d'eux-mêmes, ainsi que la démonstration suivie contre M. Picquart, j'ai pu fournir au colonel Sandherr des renseignements du plus haut intérêt et combattre utilement des agissements dont l'auteur était bien connu, mais contre lesquels on n'osait pas agir ouvertement. Des fuites existaient depuis 1893 au ministère de la guerre, elles m'avaient été signalées par le colonel Sandherr et j'ai pu, grâce à mes relations, lui fournir sur leur provenance des indications précieuses qui, vérifiées, furent reconnues exactes.

A la suite de cette lettre, Esterhazy est appelé à justifier, devant la Cour de cassation, son prétendu rôle de contre-espionnage. Tous les chefs de l'état-major ont nié, de la façon la plus formelle, qu'Esterhazy ait fait partie du contre-espionnage. Esterhazy n'en maintient pas moins les déclarations ci-dessus, mais sans vouloir rien y ajouter de précis.

Du moment qu'Esterhazy ne peut pas établir qu'il a fréquenté M. de Schwartzkoppen par ordre, il reste donc ce seul fait désormais incontestable : c'est qu'il a fréquenté l'attaché militaire allemand, qu'il était son fournisseur, qu'il croyait pouvoir complier sur sa protection et son concours.

Nous avons sur ce point capital, outre la déclaration de M. le comte Tornielli, l'aveu même d'Esterhazy.

Il résulte, en effet, du procès-verbal de l'enquête Renouard que, le jour même de l'entrevue du parc de Montsouris, le samedi 23 octobre, Esterhazy a déclaré à du Paty qu'il était allé chez le colonel de Schwartzkoppen pour lui demander d'affirmer qu'il n'était pour rien dans l'affaire du bordereau.

Le commissaire spécial Desvernine confirme, dans sa déposition, qu'Esterhazy est allé, le 23, chez M. de Schwartzkoppen.

Que s'est-il passé dans cette entrevue?

Selon le récit que M. de Schwartzkoppen a fait au colonel Panizzardi le soir même du 23 octobre, récit que le colonel Panizzardi a rapporté au comte Henri Casella et que celui-ci a publié sans qu'aucun démenti lui ait été opposé, ni par M. Panizzardi, ni par M. de Schwartzkoppen, Esterhazy commença par jouer avec l'attaché allemand la comédie du suicide. Il eut beau, cependant, tirer de sa poche un revolver, qui n'était peut-être pas chargé, la comédie ne prit point. M. de Schwartzkoppen ne crut pas Esterhazy capable de commettre sur lui-même l'acte irréparable que du Paty se vante d'avoir conjuré dans un intérêt supérieur qu'il n'explique d'ailleurs point. Le colonel de Schwartzkoppen menaça seulement Esterhazy de le faire jeter à la porte. Sur quoi Esterhazy, subitement calmé, proposa à M. de Schwartzkoppen d'aller trouver Mme Dreyfus et de lui dire que son mari est coupable. « Etes-vous fou, monsieur le commandant? » se contenta de répliquer M. de Schwartzkoppen.

Mais si l'attaché militaire allemand refusa ainsi de se prêter à l'infamie que lui proposait Esterhazy, il demanda, dès le lendemain, à être rappelé à Berlin. Si, à la veille de son départ, il fit affirmer au ministre des affaires étrangères, par M. le comte de Münster, qu'il n'avait jamais eu aucun rapport ni direct ni indirect avec Dreyfus, d'autre part, M. de Schwartzkoppen se sentait tenu, à l'égard de son ancien fournisseur, à une grande réserve. D'abord parce qu'il n'est pas d'usage que les gouvernements dénoncent les espions qu'ils ont employés; ensuite, et peut-être surtout, parce que

M. de Schwartzkoppen fut avisé qu'Henry avait en sa possession des lettres de femme qui lui avaient été adressées et qu'Esterhazy avait reçu d'Henry cette précieuse confidence.

Ainsi Esterhazy et Henry exécutèrent un double chantage contre l'attaché militaire allemand et contre le Président de la République.

M. Cavaignac, dans sa défense d'Esterhazy, a soutenu la thèse « que le bordereau émane nécessairement du ministère de la guerre, parce qu'il résume fidèlement la vie de l'état-major en août 1894 ».

Il est facile de répondre : En 1894, du 11 au 21 août, eurent lieu à Châlons « les manœuvres de masses d'artillerie ».

La France militaire (numéro du 11 août 1894), dit qu'on va précisément expérimenter à ces manœuvres « le projet de Manuel de tir » et « le projet de règlement sur les manœuvres de batteries attelées ». Puis, dans son numéro du 15 août, elle discute « le projet de règlement sur les manœuvres de batteries attelées » dont l'importance, dit-elle, consiste dans les modifications apportées aux formations d'artillerie et aux formations de parc. La France militaire ajoute qu'on expérimentera le 120 court et la manière dont cette pièce se comportera, c'est-à-dire la manière dont elle sera conduite à travers champs.

Or, ce que tient à connaître l'état-major allemand, c'est la pratique. Il s'agit de l'attribution d'une artillerie lourde aux armées. Cette artillerie doit franchir les obstacles que l'artillerie légère ne peut surmonter. C'est là que gît le problème.

En effet, nous avons prouvé, avant-hier, de façon définitive, que le canon de 120 court et son frein étaient connus, soit au point de vue des tables de construction, soit en ce qui concerne l'engin en lui-même. Rien n'était donc à découvrir. La trahison de Boutonnet avait fait son œuvre : déjà en février 1892, Greiner avait communiqué deux rapports secrets sur le 120 court et le frein, d'ailleurs déjà adopté pour le 155 court. (Voir dépositions Hartmann, Moch, Delye.)

Ce que l'Allemagne désirait, c'était de savoir comment les expériences avaient eu lieu, et quel avait été le résultat de ces essais.

Or, les trois articles du bordereau qui concernent l'artillerie sont précisément les trois sujets des expériences réalisées au camp de Châlons, en août 1894.

Comprenant par avance les déductions qu'on pourrait tirer contre lui de sa présence au camp de Châlons en août 1894, Esterhazy, dans son interrogatoire de juin 1897, nie être allé à ces manœuvres. La date du bordereau était alors fixée au mois d'avril.

Voilà des premières preuves aussi graves que concordantes de la culpabilité d'Esterhazy; et il y en a d'autres :

Pour qui sait lire, tout le contexte du bordereau prouve qu'il est d'Esterhazy.

Le bordereau, on le sait, débute ainsi : « Sans nouvelles m'indiquant que vous désirez me voir, je vous adresse cependant quelques renseignements intéressants... »

Si Dreyfus avait été le traître, on ne ferait croire à personne que M. de Schwartzkoppen eût traité avec l'indifférence et le dédain que trahit le « sans nouvelles » un officier d'état-major, ancien élève de l'école de guerre, qui eût été le plus précieux et le plus choyé des agents.

L'indifférence de M. de Schwartzkoppen s'explique, si on se rappelle la pièce Doule-Preuve. (Voir notre analyse du dossier secret.)

Puis le bordereau mentionne :

1<sup>re</sup> Une note sur le frein hydraulique du 120 et la manière dont s'est conduite cette pièce.

2<sup>de</sup> Une note sur les modifications aux formations de l'artillerie.

3<sup>e</sup> Le projet de Manuel de tir de l'artillerie de campagne (14 mars 1894).

Et ensuite : Notes sur les troupes de couverture et sur Madagascar, notes qu'il était très facile, on le sait, de se procurer.

Nous ne dirons rien sur la signification du mot « Notes » auquel M. Cavaignac et le capitaine Guignot attachent tant d'importance. On peut se servir de ce mot sans appartenir à l'état-major, et si on appartient à l'état-major, on envoie la copie d'un document important et non pas une simple note concernant ce document.

Signaux plutôt l'impropriété des termes employés : « frein hydraulique », au lieu de « frein hydropneumatique », et « s'est conduite », au lieu de « s'est comportée ».

Il est à remarquer que l'auteur du bordereau cherche à faire valoir sa marchandise, et il le fait comme un homme qui ne se juge pas suffisamment apprécié pour sa situation ou ses connaissances propres, qui tient à établir qu'on a vraiment tort de ne pas mettre plus d'importance à travailler avec lui.

Ainsi, il a grand soin de souligner la date du projet de Manuel de tir, en la plaçant entre parenthèses (14 mars 1894), puis de faire valoir son zèle par des phrases comme celles-ci :

Ce dernier document est extrêmement difficile à se procurer et je ne puis l'avoir à ma disposition que très peu de jours. Le ministre en a envoyé un nombre fixe dans les corps et ces corps en sont responsables.

Le rapport de d'Ormescheville a fourni à Esterhazy, pendant longtemps, une réponse facile :

— Je n'ai pas pu aller en avril aux manœuvres qui n'avaient lieu que plus tard.

Mais le bordereau est d'août.

Or, Esterhazy est allé : 1<sup>er</sup> du 10 au 26 mai 1894, aux manœuvres de cadre où il n'aurait pas dû assister; 2<sup>o</sup> du 5 au 9 août 1894, aux manœuvres du camp de Châlons, et il n'en est revenu que du 14 au 16.

Il n'est allé à ces dernières manœuvres que sur sa demande et par faveur; cela est confirmé par une note du colonel, au rapport du 74<sup>e</sup> régiment de ligne.

Enfin, il y a tout lieu de croire qu'Esterhazy s'est également rendu, le 5 septembre 1894, aux manœuvres de son régiment, le 74<sup>e</sup> de ligne (manœuvres de forteresse de Vaujours).

Les deux fameuses lettres sur papier pelure identique au bordereau et versées au dossier de l'enquête sont du mois d'août 1894, et attestent qu'Esterhazy a assisté aux manœuvres du mois d'août.

En ce qui concerne le Manuel de tir, Esterhazy, après avoir nié la possibilité

de se procurer ce document, est obligé d'arriver à un aveu :

Un seul de ces Manuels, dit-il, a été entre mes mains, encore ne suis-je pas sûr qu'il s'agit du Manuel de tir. Il m'a été adressé par un officier israélite, à une date bien postérieure aux seules manœuvres pour lesquelles j'ai été désigné, celles de 1894. Ces documents étaient destinés à me fournir des renseignements pour les conférences dont j'étais chargé à chaque instant, et que je voulais rendre aussi intéressantes que possible.

Aussi l'état-major, après avoir longtemps représenté, lui aussi, le Manuel de tir comme une pièce introuvable pour un officier d'infanterie, s'est incliné devant l'aveu d'Esterhazy. Constatant par l'évidence, le capitaine Guignot hat au retrait et déclare que « ce document avait évidemment de la valeur et de l'importance pour la correspondance de l'auteur du bordereau », mais, en fait, cette importance n'était pas considérable.

Ce qui achève la preuve que Dreyfus n'a pas écrit le bordereau, c'est que les renseignements donnés sur les trois articles d'artillerie par l'auteur du bordereau ne sont pas nets et précis; or, ils l'auraient été certainement si Dreyfus les avait communiqués. La preuve en est dans le rapport du général Delye qui mentionne des questionnaires envoyés par l'état-major allemand à M. de Schwartzkoppen le 12 septembre 1894 et portant précisément sur la façon dont le 120 court se serait exactement comporté au camp de Châlons.

Au surplus, on sait que le mot : « Je pars en manœuvres » ne peut pas être appliqué à Dreyfus.

Autres preuves :

Lorsque Esterhazy fut accusé, il adressa au ministre de la guerre, le 25 octobre 1897, une lettre dans laquelle il avoue la similitude effrayante de son écriture avec celle du bordereau.

Voici des extraits de cette lettre qui lui a été dictée par le lieutenant-colonel du Paty de Clam :

Je constatai sur le bordereau publié par le journal le Matin que certains mots de ce bordereau étaient d'une ressemblance tellement frappante avec mon écriture qu'on les aurait dit calqués.

Dans l'un des documents publiés à ce propos, j'ai vu que le bordereau avait été écrit sur du papier calqué, je fus donc naturellement amené à penser qu'on s'était procuré de mon écriture et que Dreyfus s'en était servi pour fabriquer sa correspondance occulte, pour détourner sur moi le scandale.

Je ne connais pas Dreyfus, mais, malheureusement pour moi, depuis longtemps mon écriture traîne chez les banquiers, les prêteurs d'argent, les bijoutiers, les gens avec lesquels Dreyfus pouvait avoir des accointances. Néanmoins, cette explication ne me suffisait pas.

Au moment des duels Meyer, de Morès, Crémieux, etc., j'ai reçu de nombreux lettres d'officiers israélites auxquels j'ai répondu par un mot de remerciement. Dreyfus était peut-être du nombre, mais je ne m'en souviens pas.

Le 15 décembre 1897, il refait le même récit, qu'il maintiendra toujours, de ce décalque.

Dreyfus, dans l'instruction du commandant d'Ormescheville, frappé de certains ressemblances de son écriture avec celle du bordereau, se demandait toujours quel autre officier avait pu écrire la lettre-missive.

Il est donc évident que si Dreyfus avait décalqué l'écriture d'Esterhazy dans le dessein de le dénoncer à sa place, s'il était surpris lui-même, il n'aurait pas manqué de le désigner immédiatement.

Mais Dreyfus ne connaissait pas Esterhazy — celui-ci et le général Rogel sont obligés de l'avouer. Alors, il aurait donc fallu que Dreyfus se procurât de l'écriture d'Esterhazy sans le connaître.

Esterhazy se raccroche à cette idée, et voici la fable adroite qu'il imagine, dans sa lettre sus-visée du 25 octobre 1897.

Je me souviens alors qu'au commencement de 1894, à une époque que je puis très bien préciser pour des motifs d'ordre intime, j'ai reçu d'un officier du ministère une demande de renseignements circonstanciés sur le rôle joué par la brigade de cavalerie que commandait mon père, cet officier ayant un travail à faire sur ce sujet, je lui envoyai une réponse assez volumineuse. Sur sa demande, je ne lui ai pas adressé au ministère, il est possible qu'elle soit tombée sous les yeux ou entre les mains de Dreyfus, soit qu'il lui ait prêté ou autrement. Il serait facile de se renseigner auprès de cet officier, le capitaine B... (Braul), j'ai beau me creuser la tête, je ne vois pas d'autres explications.

Esterhazy ne dit pas, mais il laisse entendre que Braul aurait communiqué le rapport à Dreyfus qui s'en serait servi pour le calquer, ou bien que Dreyfus lui aurait écrit sous le nom de capitaine Braul.

Malheureusement, le 9 novembre 1897, le capitaine Braul donne à Esterhazy le démenti le plus formel; « la notice Eupatoria a été purement et simplement inventée par Esterhazy ».

A partir de ce moment, Esterhazy se montre plus inquiet. Nous avons dit que, en mai 1896, le colonel Picquart avait montré à M. Bertillon l'écriture d'Esterhazy et le bordereau. M. Bertillon avait formulé son opinion en affirmant « que si c'était une écriture courante, elle ne pouvait émaner que de quelqu'un que les juifs exerçaient depuis un an à reproduire l'écriture du bordereau ».

Pendant l'expertise 1897-1898, Esterhazy écrit la lettre suivante qui a été saisie par M. Bertillon et qui était évidemment adressée au général de Pellieux :

Dois-je demander, comme Tézéas le voulait, une expertise avec l'écriture Dreyfus et repartir du décalque? Belhomme est un idiot; il n'y a qu'à le regarder. Dois-je exiger la contre-expertise Bertillon? Tous ces gens-là vont m'assassiner. Ne peut-on cependant démontrer à Ravary et aux experts que je n'ai pu écrire les termes de la grande lettre Boulanger? Si ces experts concluent que le bordereau est de moi, il m'est impossible pour ma défense de ne pas m'efforcer de prouver que c'est Dreyfus qui est l'auteur du bordereau. Comprenez donc bien que « si vous êtes véritablement les maîtres de l'instruction et des experts, je ne puis que m'en rapporter absolument à vous, mais que si cela vous échappe, comme je le crains, je suis dans l'obligation absolue de démontrer que le bordereau est calqué par Dreyfus sur mon écriture ».

Un autre brouillon, également saisi par M. Bertillon, montre encore ses angoisses :

Que dois-je faire demain? Puisque les experts ne veulent pas conclure comme vous le pensez. Comment ni Charavay, ni Varinard n'ont-ils pas conclu pour moi dans la lettre B...? Ce Belhomme est complètement gâteux, c'est visible.

Esterhazy a raison d'invoquer la contre-expertise de M. Bertillon.

Le dernier en effet se reprend, et dans le rapport qu'il rédige d'office, sur l'écriture d'Esterhazy, le 6 juillet 1898, il déclare solennellement :

« Pour rester conforme à la méthode scientifique, nous nous bornerons à conclure que les choses se passent comme si Esterhazy avait appris à écrire prenant pour modèle la photographie erronée du bordereau publiée dans le journal le Matin, le 10 octobre 1893 ».

Ainsi, alors que des savants comme MM. Giry, Auguste et Emile Molinier, Meyer, Monod, H. Courant, et cent d'autres, l'écriture d'Esterhazy et du bordereau, les experts de l'état-major sont contraincis de se réfugier dans l'hypothèse absurde du décalque.

Toutefois, MM. Belhomme, Couard, Varinard ne trouvent pas plus de quatre à cinq mots qu'ils prétendent décalqués. Mais ils concluent en somme à des imitations. Le garde des sceaux, dans sa lettre au procureur général de la Cour de cassation, pour le saisir de la question de révision, résume ainsi l'opinion de MM. Couard, Belhomme et Varinard :

Nous reconnaissons bien dans le bordereau des formes de lettres qui sont caractéristiques de l'écriture de M. le commandant Esterhazy; mais là s'arrête la ressemblance. Tout-on admet que le commandant ait pris à tâche ces mots, ces lettres, identiques à son écriture, en les traçant avec une application soutenue dans les écrits qu'il voulait faire imputer à une autre personne? N'est-il pas plausible, au contraire, qu'une personne possédant quelques spécimens de l'écriture du commandant a imité cette écriture pour dissimuler sa personnalité graphique derrière la sienne?

Grâce à cette attitude des experts, Esterhazy croit pouvoir respirer. Il avait pris d'ailleurs des précautions et dans son interrogatoire du 7 décembre 1897, il avait dit :

« Je n'ai jamais écrit sur un papier calqué. Je tiens à faire remarquer que le bordereau est sur papier calqué ».

Nous sommes bien loin, aujourd'hui, des conclusions de cette expertise. Les experts de 1894, MM. Gobert et Pelletan, prennent une belle revanche. M. Charavay est revenu sur ses conclusions de 1894. La majorité de 1894, défavorable à Dreyfus, s'est retournée contre Esterhazy.

D'autre part, on a retrouvé le fameux papier pelure du bordereau. Il existait chez deux hommes d'affaires, où on les a saisis. Des experts ont été nommés par la Cour de cassation pour étudier ce papier, rare, exceptionnel. A l'unanimité, les experts ont déclaré que ce papier est identique à celui du bordereau.

Dernières preuves :

Le général de Galliffet atteste que le général anglais Talbot lui a révélé qu'on achetait Esterhazy avec un billet de 1,000 francs.

M. Paléologue a déposé que l'ambassade de France à Rome a fait connaître au ministre des affaires étrangères qu'Esterhazy avait livré 225 documents.

Notre collaborateur Chincholle recueille l'aveu d'Esterhazy. Au procès Zola, raconte-t-il, Esterhazy, qui semblait fort irrité de son isolement et que ses amis cherchaient à calmer, aurait dit dans la galerie Marchande, au Palais de justice :

— Ils m'embêtent, à la fin, avec leur bordereau! Eh bien! oui, je l'ai écrit; mais ce n'est pas moi qui l'ai fait; je l'ai fait par ordre.

Rappelons, pour finir, que MM. de Schwartzkoppen et Panizzardi, les ambassadeurs d'Allemagne et d'Italie, et leurs gouvernements respectifs ont nettement affirmé, par des communications ou déclarations officielles, soit dans les assemblées législatives, soit dans nos ministères, l'innocence absolue de Dreyfus. Par contre, ils n'ont jamais rien affirmé en ce qui concerne Esterhazy. (Déclaration au Reichstag par M. de Bülow, 24 janvier 1898. — A la Chambre italienne, 11 janvier 1898, par le comte Bonini. — 17 novembre 1897, communication de l'ambassadeur d'Allemagne. — 27 novembre 1897 et 5 janvier 1899, communication de l'ambassadeur d'Italie.)

(A suivre.)

P.-S. — Une erreur de nom qu'il importe de rectifier dans l'exposé du colonel Picquart sur le grutage du petit bleu.

Au lieu de : « Je communiquai cela au général Zurlinden » qui ne donna, à ce moment, aucune suite à mes observations et ne tint pas compte des convictions que je lui exprimai ».

Il faut lire : Je communiquai cela au général Goussier qui ne donna, etc.

## LA JOURNÉE

Vendredi 26 mai

Sports : Courses à Saint-Ouen (2 h.). — Championnat du tir aux pigeons du cercle des Acacias (2 h.).

Le Parlement : Suite de la discussion du budget, au Sénat (10 h. du matin), et de celle des interpellations sur l'Algérie, à la Chambre (2 h.).

— A l'Opéra, reprise de *Joseph*.

Conseil des ministres, à l'Élysée.

Au ministère des colonies : Dîner en l'honneur du général Gallieni.

Beaux-arts : Le Salon restera fermé aujourd'hui, pour le vote des récompenses de la Société des artistes français et l'assemblée générale de la Société des beaux-arts. — Au congrès des beaux-arts, lecture du rapport général de M. Henry Jouin. — Au Conservatoire de musique, ouverture des examens de premiers. — A l'Ecole des beaux-arts, exposition du concours du monument Louis Français.

A l'exposition canine : A 2 h., concours de chiens à longs poils; clôture de l'exposition à 6 heures.

Obèques : Comte J. Murat (10 h. 1/2 et midi, Saint-Honoré d'Eylau); Mme Edouard Prêt (midi, Saint-Philippe du Roule); M. Henry Darblay (gare de Lyon, pour Corbeil, 9 h. 40).

Réunions : Les bienfaiteurs de la Société de secours aux familles des marins français naufragés (2 h., rue de Richelieu, 87). — L'Euvre des campagnes, sous la présidence de M. F. Coppin (3 h., boulevard Saint-Germain, 181).

— L'Abaissement du prix du gaz, sous la présidence de M. Expert-Bezançon (3 h. 1/2, Cirque d'hiver). — La Société des employés ambulants des postes (2 h., rue d'Athènes, 8). — Conseil d'hygiène publique et de salubrité, sous la présidence de M. Brouardel (3 h., préfecture de la Seine).

Anniversaires : Service anniversaire du couronnement de S. M. le tsar Nicolas (4 h., église de la rue Daru). — Centenaire du grand poète russe Pouchkine. — La Maison d'Angleterre célèbre aujourd'hui le trente-deuxième anniversaire de S. A. R. la duchesse de York.

## Le Monde et la Ville

### SALONS

— Le préfet de la Seine et Mme de Selves ont donné hier un dîner aux membres du corps diplomatique. Au nombre des convives :

Les ambassadeurs de Russie, d'Italie, d'Angleterre, de Turquie, des Etats-Unis, princesse Ouroussoff, comtesse Tornielli, lady Monson, Mgr Granito di Belmonte, chargé d'affaires de la nonciature, le ministre du Brésil et Mme Piza, le président du Conseil des ministres, le ministre des affaires étrangères, Mme Delcassé et Mlle Massip; M. et Mme Magnin; M. et Mme Jules Herbet; MM. Paul Loubet, Molard.

Le ministre du Japon et Mme Kurino ont donné, dans leur hôtel de la légation japonaise, mardi et mercredi dernier, deux dîners diplomatiques des plus élégants.

— Brillante matinée, mardi dernier, chez la comtesse de La Morlière. On a très applaudi les œuvres de Mlle Le Chevalier de Boissay, chantées par Mme Jacquemin et M. Duranti. Grand succès pour Mlle Kiréwsky dans la valse du *Pardon de Ploërmel*, de Meyerbeer, et des chansons russes.

On a terminé par quelques tours de valse.

— Au carnet mondain : — Demain et lundi prochain, dîner suivi de réception à l'ambassade de Russie. — Ce soir, bal chez Mme Lancet-Bavly. — Ce même soir, tour de valse chez la comtesse de Lessers. — Mercredi prochain, réception chez la comtesse de Durfort.

### RENSEIGNEMENTS MONDAINS

— Madame la Comtesse de Paris, arrivée à Paris et descendue chez son beau-frère Mgr le duc de Chartres, à l'hôtel de la rue Jean-Goujon, a assisté, avant-hier, à la séance de la Société des bibliophiles dont elle fait partie. Cette réunion, à laquelle assistait également Mgr le duc de Chartres, président d'honneur de la Société, a eu lieu chez le comte Lanjuaïn, dans son hôtel de la rue Cambon.

— M. Guéchoff, ministre de Bulgarie à Paris, vient d'être nommé dans les mêmes fonctions à Constantinople. M. V. Pavloff, premier secrétaire général de la légation serbe, remplira les fonctions en qualité de chargé d'affaires jusqu'à la nomination du nouveau ministre.

### CERCLES

— Le vicomte Robert de Monti de Rezé, présent par le baron de Rolland de Blomac et le comte d'Anthard, a été reçu comme membre permanent au « Cyclamen ».

— Hier, grande réunion à l'Exposition canine pour le concours des petits chiens à poil ras, suivi d'un lunch offert par les fondateurs de la Société. La réunion a été particulièrement brillante, malgré le mauvais temps. Chaque maître tenait à honneur de présenter de son mieux le cher Bijou et, après goûter, on s'est donné rendez-vous à demain. Remarqué :

Duchesses d'Albaféra et de Lasparré; marquises de Broc, de Kerouratz, Guilhem de Pothuau, de Montferrier, d'Aligre, de Villaines, de Lys-Chandieu, des Isnards; comtesses Pille-Viel, de Bethune-Sully, de Ruille, de Villabon, de Sauty, A. de Gerniny, de La Croix, d'Andigné, de Lacarelle, d'Ollamson, de Montauzon, d'Andian, Chandon de Briailles, Wrangel, de Solennes, de Vibraye, de Quénecq, de Vauguion, de Monteynard, de Durfort, E. de Dreux-Brézé, de Puysegur, L. de Monteynard, du Luart, de Letourville, de Lesseps, de Brouillon, de Montebello, Hervé de Saint-Gilles, de Planet, vicomtesse de Chasseval, d'Orgueilleux, J. de Rougé, de Villabon-Mareuil; baronnes de Croze, de Langlade, Roger, de Gampema, de Coubertin; Mmes Hariman, de Souzy, Hoger, Lambert-Champy, Lefauchois de Perry, Thierssonier; Miles de Malet, de Brozik, etc.

### MARIAGES

— Mgr de Durfort, prélat de Sa Sainteté, a béni hier, en la basilique de Sainte-Clotilde



ranter pages, pour la *Nouvelle Revue* de Paris.

Son dernier travail publié est un article glorifiant l'Espagne, intitulé : *Novissimo concepto de la historia*, remarquable travail sur la philosophie de l'histoire.

Les républicains préparent une grande manifestation de deuil.

Castelar vivra surtout dans l'histoire comme orateur ; il a été un des premiers orateurs de ce temps, sinon le premier. Il était très fier de sa parole, et à quel point il lui parlait de l'éloquence de Gambetta, il le répondit textuellement :

— Oui, Gambetta est un grand orateur, mais si vous m'entendiez, moi !

Petit, trapu, les moustaches belliqueuses, il avait l'aspect d'un officier de cavalerie. C'était un homme d'une loyauté parfaite, un grand cœur.

M. L.

Le PETIT PAIN RICHELIEU 92 ne se trouve qu'à la Boulangerie Viennoise, 92, rue Richelieu.

## NOTES D'UN PARISIEN

N'y a-t-il pas comme une petite note mélancolique, et même une légère pointe de philosophie, dans ce détail de l'arrivée du général Gallieni qui nous montre le brave soldat, à son arrivée dans le port de Marseille, obligé de se débattre contre les formalités du débarquement et les méticuleuses prescriptions de l'administration sanitaire ? Non pas qu'il faille blâmer les précautions qui ont été prises dans la circonstance, et auxquelles le général Gallieni s'est lui-même résigné de la meilleure grâce du monde.

Il y trouvait une occasion de plus de donner l'exemple de la discipline. Chaque jour, en effet, au retour d'un long voyage, il arrive à des voyageurs qui se croient au bout de leur course d'être dirigés sur ce lazaret du Frioul qui est comme un Purgatoire à l'entrée même de la Terre promise. Personne ne trouve à y redire, car l'aspect public avant tout, et les bons Marseillais, tout en étant très amoureux de la gloire, craignent d'autant plus la peste que leur cité l'a vue de près, à l'époque du grand fléau.

Il a donc fallu s'incliner, et il n'y a eu, du reste, que demi-mal, car le retard n'a été que de quelques heures. Mais elles ont dû paraître longues au général qui voyait là, à deux pas de lui, sa femme, ses enfants, ses amis, tous les admirateurs venus à sa rencontre, et auxquels il ne pouvait même pas serrer la main. Je parierais bien que la longue traversée qu'il venait de faire, et même que les trois années passées à Madagascar, ont dû lui sembler fort courtes après de ces deux ou trois heures d'attente à un moment où, dans la joie du retour, dans la hâte d'embrasser les êtres chers, les minutes semblent des heures et les heures des siècles...

E.

## A l'Étranger

### La réunion du Parlement italien

Le nombre des députés italiens qui se sont rendus hier à Montecitorio était plus considérable qu'il n'est d'usage, en pareille circonstance. C'est que de l'attitude des chefs de parti à l'égard des nouveaux ministres on pouvait tirer argument pour présager la durée probable de la combinaison qui a prévalu. Une fois que les groupes parlementaires seront fixés, une fois que les supputations sur les chances de vie ou de mort du cabinet actuel seront faites, chacun des représentants des collèges électoraux s'arrangera pour tirer le meilleur profit des événements et ne s'intéressera plus aux discussions budgétaires que comme à un sport ou comme à un spectacle d'un intérêt très relatif.

D'après les prévisions généralement acceptées, on peut craindre que M. le général Pelloux et M. Visconti-Venosta, les deux têtes du gouvernement nouveau, ne se trouvent en butte à l'hostilité systématique des amis de M. Zanardelli, de ceux de M. Giolitti et enfin de ceux de M. Crispi. Il est certain que si tous ces éléments d'opposition se coalisaient contre le cabinet récemment constitué, l'exercice du pouvoir deviendrait fort difficile.

Mais cette coalition est improbable pour plusieurs motifs, dont les principaux sont que ni M. Zanardelli, ni surtout M. Giolitti ne veulent sérieusement créer des embarras à la Couronne, et que si cette coalition triomphait par hasard, elle serait radicalement impuissante à prendre le pouvoir.

De plus, on sent fort bien, dans le monde parlementaire en Italie, que le moment présent n'est nullement bien choisi pour favoriser un retour offensif de l'influence, même occulte, de M. Crispi. Le succès du voyage accompli tout dernièrement en France par M. Luzzatti pourrait s'en trouver compromis. Or, on compte beaucoup sur les conséquences possibles de ce voyage, que l'on matérialise sous la forme dorée d'un emprunt et de nouvelles concessions douanières.

Nous en concluons que M. le général Pelloux et M. Visconti-Venosta n'auront pas de peine à repousser les assauts relativement discrets qui vont leur être livrés. Ils ont été placés au poste qu'ils occupent par le Roi, avec une consigne spéciale qui consiste, pour M. le général Pelloux, à défendre la dynastie contre les républicains et les catholiques coalisés, pour M. Visconti-Venosta à tenter d'intéresser l'Europe à une nouvelle tentative d'expansion coloniale. On ne les troublera pas trop systématiquement dans cette besogne, parce que le Roi les défendrait et préférerait dissoudre le Parlement plutôt que de se séparer d'eux. Donc, à plus tard la crise.

Denis Guibort.

## NOUVELLES

### ALLEMAGNE

#### UN TÉLÉGRAMME DE GUILLAUME II

Berlin, 25 mai. — Dans la séance d'aujourd'hui du Congrès contre la tuberculose, le duc de Ratibor a donné lecture du télégramme suivant envoyé par l'empereur d'Allemagne en réponse à la dépêche dans laquelle les membres du Congrès ont rendu hommage à ce souverain :

« Très agréablement touché des salutations du Congrès contre la tuberculose, j'ai pris plaisir à transmettre à cette assemblée mes remerciements et les souhaits sincères que je fais pour l'heureuse et utile réussite de ses travaux. Puissent les efforts collectifs de la science médicale et de l'amour du prochain être couronnés de succès. Puissent-ils rendre la santé à

l'humanité dévastée et adoucir les maux affreux auxquels la tuberculose nous soumet tous en masse ou isolément, des victimes dans le peuple allemand !

## ITALIE

### LE MINISTÈRE DEVANT LA CHAMBRE

Rome, 25 mai. — Le ministère, avec la nouvelle incarnation du général Pelloux, a subi aujourd'hui à la Chambre le baptême du feu. Ses adversaires ne lui ont pas accordé un moment de trêve. On pensait éviter une bataille moyennant la proposition du général Pelloux de ne point accepter la démission du président de la Chambre, M. Zanardelli, mais ce dernier l'ayant maintenue, M. Giolitti et les zanardellistes ont cherché à déjouer le plan du général Pelloux. Le député Villa a dirigé la manœuvre et la bataille s'est engagée sur le jour de l'élection du nouveau président. Le gouvernement a eu 81 voix de majorité.

M. di Rudini et ses intimes n'ont pas paru à la Chambre. M. Crispi et plusieurs anciens ministres se sont abstenus, excepté M. Nasi, qui a voté contre.

Ainsi, dès maintenant, la division des partis est un fait accompli. Le ministère peut compter sur la droite et les deux centres. — Félix.

## Arrivée du général Gallieni

(Par dépêche de notre correspondant particulier)

Marseille, 25 mai.

Le Djemnah, des Messageries maritimes, à bord duquel se trouve le général Gallieni, était attendu hier à Marseille. M. Guillaumet, ministre des colonies, avait envoyé, pour recevoir le général en son nom, M. Binger, directeur de l'Afrique au ministère des colonies. M. Milne-Edwards, président de la Société de géographie de Paris ; M. le Myre de Vilers, président de l'Alliance française ; M. Grandier, au nom de la Société de Madagascar ; le bureau de la Société de géographie de Marseille, etc., etc., attendaient le général Gallieni, quand une dépêche parvenue à la Compagnie des Messageries maritimes signala le passage du paquebot le matin, à sept heures, aux bouches de Bonifacio.

La durée minimum du trajet de Bonifacio à Marseille étant de quinze à seize heures, il ne fallait pas compter sur l'arrivée du paquebot avant dix ou onze heures du soir. Les personnes qui attendaient officiellement le général étaient donc assez perplexes, ne sachant s'il s'agissait d'une observation ou d'un règlement. Bref, ce n'est que ce matin, à dix heures, que le paquebot est entré dans le port, le pavillon jaune au grand mât, et contrairement aux règlements du service sanitaire qui veulent que le navire stoppe en rade et n'entre dans le port qu'après la visite du directeur de la santé.

Malgré l'heure matinale, une foule considérable stationne sur le quai. Bientôt le monde officiel arrive sur les chalandiers qui bordent le quai. Mme la générale Gallieni est au premier rang avec ses deux enfants, une jeune fille de quatorze ans et demi et un garçonnet de douze ans. On commente, on discute en attendant le docteur Catelan, directeur du service de santé, qui décidera si le paquebot peut débarquer ses passagers ou doit aller purger sa quarantaine.

Pendant ce temps, un panneau de tri-bord s'ouvre et nous voyons apparaître le général Gallieni en petite tenue. « N'approchez pas, dit-il, il ne m'est pas encore permis de vous serrer la main. On dit que nous sommes dangereux. Il n'en est rien, croyez-le ! Nous sommes bien innocents de la faule qu'on nous impute. »

Mme Gallieni, dont la voix arrive à peine aux oreilles de son mari, lui dit : « Je n'ai donc pas le droit de t'embrasser ! — Garde-toi en bien, lui répond le général, tu serais obligée de venir au Frioul avec nous. »

Le jeune fils du général veut escalader la coupée et son père, bien doucement, le menace du doigt : « Si tu grimpes, dit-il, je t'emmène à Madagascar ; car, tu vois, nous y retournerons. »

Tout le monde est vivement ému. Le général qui rayonne et dont le sourire va à tous, est salué de tous côtés. Avec une bonne grâce exquise, il répond à tous et tout le monde reste charmé de cette accueillante simplicité.

Le général Rodot, chef d'état-major, lui souhaite à distance la bienvenue au nom du général Metzinger, commandant en chef du 15<sup>e</sup> corps, retenu à Nice où il est allé inspecter les troupes de la frontière. Il l'invite, au nom de la garnison tout entière, à assister au punch qui sera donné ce soir en son honneur au Cercle des officiers.

M. Binger a terminé ainsi ses discours :

« Vous devez être heureux, monsieur le gouverneur général, car vous avez accompli à Madagascar une œuvre gigantesque. Après avoir rétabli la paix, vous avez encouragé la colonisation, préparé par des travaux publics la prospérité de l'avenir et, tâche plus difficile encore, vous avez réussi à effacer dans l'esprit des peuples que vous avez conquis tous les préjugés qu'ils entretenaient contre vous. Vous quittez la colonie en laissant les finances dans une situation prospère, après avoir confié l'intérêt à un homme capable que vous avez vous-même désigné au choix du gouvernement. »

Vous avez donc le droit de regarder paisiblement derrière vous et de jouir d'un repos mérité, après des vôtres, avec la pleine satisfaction d'un devoir noblement accompli et avec la certitude que la France entière, après avoir suivi vos labeurs et souvent aussi partagé vos angoisses, vous exprime pour votre œuvre grandiose sa plus profonde gratitude et sa bien vive reconnaissance.

Les entrevues sont rapides. Quelques mots de bienvenue sont adressés au général qui répond par quelques paroles de remerciement.

Le général doit partir ce soir pour Paris, et doit auparavant se rendre à la réunion des officiers où, seuls, le préfet, le maire et le président du Conseil général sont invités avec lui. Aussi se hâte-t-il de descendre du bord. Aucun officier ne l'accompagne. Il est simplement suivi de Mme Gallieni et de ses enfants.

C'est ainsi qu'il traverse, au milieu des acclamations des ouvriers, les hangars des Messageries.

Le général monte en landau avec sa famille et se rend à l'hôtel du Louvre. Pendant la traversée de la Joliette, on applaudit encore sur son passage ; mais dans l'intérieur de la ville, l'arrivée du général, qui n'a pas été annoncée, passe presque inaperçue.

« Cinq heures et demie, le général Gallieni faisait son entrée dans la grande salle du café du Commerce, accompagné du général d'Entraignes et du capitaine des Mazis, officier d'ordonnance du général Metzinger, absent de Marseille. Des délégations de chaque régiment de la garnison ont fait les honneurs des escadrons

— On vient, dit-il, de me remettre en

rade une dépêche du ministre m'appelant à Paris. Je n'irai donc auprès de ma famille qu'après mon entrevue avec le ministre.

— Retournez-vous à Madagascar ? lui demandons-nous.

— Je reste aux ordres du gouvernement, répond le général, et à l'expiration de mon congé je me soumettrai aux instructions qu'il me donnera.

Interrogé sur la situation à Madagascar, le gouverneur général répond :

« Je l'ai laissée en pleine amélioration. La pacification peut être considérée comme très avancée, on pourrait même dire achevée, si nous n'avions encore quelques petites difficultés dans le sud de l'île où les rebelles se refusent à accepter la domination française. Cette région est, du reste, difficilement accessible. Le général Pennequin a reçu des instructions précises pour donner suite à notre politique et traquer les rebelles. Les routes sont absolument sûres. Entre Tananarive et Tananarive, on peut cheminer la canne à la main en toute sécurité, grâce aux postes échelonnés ; mais les routes sont toujours mauvaises, malgré les sérieux travaux de réfection déjà opérés, surtout dans la première section du bord de la mer jusqu'à Andovoranto.

— Où en est, demandons-nous ensuite, le projet de chemin de fer ?

— Je viens en France, répond le général, pour résoudre cette question qui est complexe, car à la question technique il faut joindre la question financière.

« A nos questions sur les écoles d'enseignement, le général Gallieni dit :

« L'instruction était déjà très répandue en Emvryne, même avant l'expédition. Elle y était déjà obligatoire. Je n'ai fait que maintenir cette législation et faire exécuter les règlements souvent négligés ; mais j'ai fait mon possible pour faire de l'instruction une œuvre française, bien française.

Nous rappelons au général que la reine Ranavaloa est venue à Marseille.

Où, dit le général, la Reine m'a écrit et m'a dit qu'elle est très heureuse de son séjour à Alger. Nous sommes, dit-il, dans les meilleurs termes, quoiqu'on dise qu'elle ne garde quelque rancune. En somme, je préfère la savoir à Alger qu'à la Réunion, quoique nous ayons toujours eu pour elle les égards qu'on doit à l'infortune et à une femme.

« A sept heures, le docteur Catelan arrive et déclare qu'il est impossible de laisser communiquer avec la terre, le navire ayant passé à Alexandrie. De plus on murmure qu'un décès s'est produit à bord pendant la traversée. — Décès suspect, — ajoute-t-on, ce qui a besoin d'être confirmé. Toujours est-il que, au grand désappointement de tous, le paquebot sort du bassin où il n'aurait même pas dû entrer et va prendre son mouillage au large de Frioul.

Le navire s'éloigne, les mains se tendent, les chapeaux s'agitent ; on crie : « Vive Gallieni ! Vive l'armée ! » Des ouvriers des quais saluent de loin le général de leurs acclamations ; on entoure Mme Gallieni et ses enfants. « Il est bien pénible, dit-elle, d'être à quelques mètres seulement de son mari et de ne pouvoir l'embrasser après une si longue absence ! Voyez la tristesse des enfants qui ne peuvent pas comprendre la rigueur des formalités sanitaires. Paul voulait grimper de force auprès de son père qu'il adore. »

En effet, le fils du général reste étreint à tout ce qui se passe autour de lui et ne quitte pas son père des yeux.

L'état sanitaire du Djemnah ne laissant rien à désirer, la libre pratique lui a été accordée et il est venu accoster à trois heures après-midi.

Le général Gallieni a été reçu alors officiellement par M. Binger, au nom du ministre des colonies ; par M. Le Gall, au nom du ministre de la marine, et par M. Schrammek, secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône, représentant le préfet absent.

Le maire de Marseille était représenté ce matin par M. Bérard, premier adjoint, mais personne n'a assisté ce soir au débarquement au nom de la ville de Marseille. Il faut dire d'ailleurs que tout dans cette arrivée a été laissé à l'imprévu.

Ce retour, presque inattendu n'avait pas attiré grand monde sur les quais et le débarquement du général Gallieni s'est effectué sans incident.

Aussitôt que la coupée a été ouverte, les personnages officiels et les amis du général ont été autorisés à monter à bord et ont défilé dans le petit salon qui avait été réservé au général, qui les reçoit, entouré de sa famille.

Les réceptions ont eu lieu très simplement sans aucun appareil officiel.

M. Binger a terminé ainsi ses discours :

« Vous devez être heureux, monsieur le gouverneur général, car vous avez accompli à Madagascar une œuvre gigantesque. Après avoir rétabli la paix, vous avez encouragé la colonisation, préparé par des travaux publics la prospérité de l'avenir et, tâche plus difficile encore, vous avez réussi à effacer dans l'esprit des peuples que vous avez conquis tous les préjugés qu'ils entretenaient contre vous. Vous quittez la colonie en laissant les finances dans une situation prospère, après avoir confié l'intérêt à un homme capable que vous avez vous-même désigné au choix du gouvernement. »

Vous avez donc le droit de regarder paisiblement derrière vous et de jouir d'un repos mérité, après des vôtres, avec la pleine satisfaction d'un devoir noblement accompli et avec la certitude que la France entière, après avoir suivi vos labeurs et souvent aussi partagé vos angoisses, vous exprime pour votre œuvre grandiose sa plus profonde gratitude et sa bien vive reconnaissance.

Les entrevues sont rapides. Quelques mots de bienvenue sont adressés au général qui répond par quelques paroles de remerciement.

Le général doit partir ce soir pour Paris, et doit auparavant se rendre à la réunion des officiers où, seuls, le préfet, le maire et le président du Conseil général sont invités avec lui. Aussi se hâte-t-il de descendre du bord. Aucun officier ne l'accompagne. Il est simplement suivi de Mme Gallieni et de ses enfants.

C'est ainsi qu'il traverse, au milieu des acclamations des ouvriers, les hangars des Messageries.

Le général monte en landau avec sa famille et se rend à l'hôtel du Louvre. Pendant la traversée de la Joliette, on applaudit encore sur son passage ; mais dans l'intérieur de la ville, l'arrivée du général, qui n'a pas été annoncée, passe presque inaperçue.

« Cinq heures et demie, le général Gallieni faisait son entrée dans la grande salle du café du Commerce, accompagné du général d'Entraignes et du capitaine des Mazis, officier d'ordonnance du général Metzinger, absent de Marseille. Des délégations de chaque régiment de la garnison ont fait les honneurs des escadrons

— On vient, dit-il, de me remettre en

et des bataillons faisant la haie sur son passage.

A l'arrivée du général Gallieni, la musique joue la *Marseillaise*. La foule applaudit, tandis qu'à l'intérieur une ovation est faite au gouverneur de Madagascar par les officiers.

Le général d'Entraignes, le premier, prend la parole :

« Général, vous avez fait un grand honneur à la réunion des officiers de venir au milieu de nous recevoir l'expression respectueuse de nos félicitations. Malgré notre légitime impatience de vous posséder, nous savons fort bien que vos instants sont mesurés. Je me contente donc de saluer en votre honneur les héros de la pacification et de vous adresser, au nom de tous, nos vives félicitations. Nous saluons tous, en votre personne, l'infanterie de marine qui n'en est pas à compter ses gloires, depuis les épisodes des dernières cartouches jusqu'aux exploits sur le Haut-Nil, dont nous saluons les héros, les héros de l'expédition et vos frères d'armes se sont enorgueillis de l'éclat que vous avez donné à vos armes et au drapeau. Salut à Gallieni, salut à l'infanterie de marine ! (Applaudissements.)

Le général Gallieni répond :

« Je vous suis reconnaissant de l'accueil si sympathique et si affectueux que j'ai reçu à mon arrivée sur la terre de France. Je me suis trouvé comme en famille après trois ans d'absence. Je ne méritais pas tous les éloges que l'on m'a adressés. Certainement, nous avons obtenu des résultats, mais les reporters mes collaborateurs, sur ces officiers de haute intelligence qui m'ont admirablement secondé, sur ces soldats pleins d'abnégation et de ténacité qui ont eu confiance en moi, comme j'ai eu confiance en eux ; c'est là le secret du succès. Nous avions, d'ailleurs, des exemples remarquables à suivre, et je vous prie d'être mon interprète auprès du général Metzinger, dont le nom comme celui du général Duchesne et ceux de tous les officiers qui ont fait partie de la colonne volante resteront éternellement gravés dans notre mémoire. Nous avons recueilli pieusement sur la route les dépouilles de nos frères morts, et nous allons planter le drapeau français à Tananarive. Nous ferons tout possible pour suivre leur exemple.

Le contre-amiral Besson, à son tour, s'exprime ainsi :

« Au nom de la marine, je salue l'organisateur et le pacificateur de Madagascar. Mon salut va à cette infanterie de marine qui, de Bazilles à Madagascar, de Taiti à l'Indo-Chine, a su commander l'admiration par sa vaillance et sa discipline. Honneur à ces petits marins qui bravent sans hésiter la mitraille et les maladies, souvent plus meurtrières ! Honneur à Gallieni !

Plusieurs morceaux de musique ont été exécutés et la cérémonie a pris fin très rapidement, le général n'ayant que le temps de retourner dîner à l'hôtel et de prendre le train pour Paris.

Le général a quitté Marseille par le rapide de Paris, à 8 h. 25, salué au dernier moment par M. Floret, préfet des Bouches-du-Rhône, qui arrivait à l'instant même d'une tournée dans le département. Quand le train s'ébranle, des cris nourris de : « Vive Gallieni ! Vive l'armée ! Vive la France ! » retentissent de toutes parts.

Sur son passage, tant en venant au cercle des officiers qu'en sortant, le gouverneur de Madagascar a été l'objet des manifestations les plus sympathiques. Ainsi s'est terminée cette journée qui aurait pu être tout autre sans les fatigues, contre-temps que nous avons signalés.

Mme la générale Gallieni et ses enfants se rendront directement à Saint-Raphaël, où le général les rejoindra après sa visite à Paris.

Henry Durbois.

## UN CONCOURS DE PHOTOGRAPHIE

La direction du Parc de la Faisanderie organise, pour le dimanche 4 juin, un grand concours de photographie exclusivement réservé aux amateurs. Le sujet du concours consiste en des vues à prendre, au choix des concurrents, dans le Parc de la Faisanderie, dont la situation exceptionnelle rendra ce concours particulièrement intéressant. Des prix, d'une valeur totale de 4,500 francs, seront distribués. Les concurrents sont priés de se faire inscrire à l'avance pour pouvoir participer au concours. Les terrains du Parc, qui se vendent par petits lots à 3 fr. le mètre, sont desservis par la gare d'Abdon et doubleront certainement de valeur lorsque le transfert de la gare d'Orléans au quai d'Orsay les mettra à 15 minutes seulement du centre de Paris.

Pour tous renseignements concernant la vente des terrains, les inscriptions et les conditions du concours, s'adresser sur place à Abdon où à Paris, 61 rue des Petits-Champs.

## LA CHAMBRE

Jeudi, 25 mai.

### L'ALGÉRIE

Enfin le gouvernement a parlé. Le gouverneur-général de l'Algérie, M. Laferrière, a prononcé un bon et honnête discours, chère et chou. Il a pris position entre les partis et les opinions extrêmes. C'est bien la note qu'on attendait de lui.

Sans être précisément un orateur, l'ancien vice-président du Conseil d'État parle avec élégance et distinction, surtout avec prudence, en homme de justemilieu qui ne veut désespérer personne, pas même les antisémites. Son exorde accuse nettement cet esprit de neutralité bienveillante qu'il entend apporter dans le gouvernement de l'Algérie. Un peu de solennité administrative caractérisée sa manière ; ses fonctions antérieures l'y ont évidemment disposé :

M. Laferrière, gouverneur général de l'Algérie, commissaire du gouvernement. — Je suis de ceux qui ont commencé à servir la République avant qu'elle existât (Très bien ! très bien !), et depuis qu'elle existe, je l'ai servie non pas parmi les militants, mais dans des fonctions qui me commandaient de m'attacher à ses intérêts généraux, permanents et impersonnels. (Très bien ! très bien !)

Et ce n'est pas non plus comme homme de parti que je répondais, il y a dix mois, à l'appel que me faisait l'honneur de m'adresser le gouvernement de la République pour aller rétablir à Alger la paix des esprits alors qu'on pensait qu'il y avait quelque difficulté à la faire. (Applaudissements.)

J'y suis allé, parce que j'ai cru que c'était mon devoir, avec l'idée que, au milieu des haines et des outrages, je serais soutenu dans ma tâche par tous les bons Français en Algérie et dans cette Chambre, car c'est plus qu'une tâche administrative ou politique, c'est une tâche nationale. (Applaudissements.)

Ces questions algériennes sont nombreuses,

variées et complexes et doivent être considérées en elles-mêmes. Il me semble qu'il en est ainsi pour toutes les autres, c'est de savoir si l'Algérie, prise dans son ensemble, a réalisé, comme colonie française, les espérances de la mère-patrie.

Assurément, si on réduisait l'Algérie — un pays aussi grand que la France, la Suisse et la Belgique, sans compter son immense hinterland — à la ville d'Alger, et si on réduisait celle-ci à une faction cosmopolite qui ne peut plus l'asservir, mais qui peut encore la troubler et la déconsidérer — et encore a-t-elle besoin pour cela de chercher des renforts à Paris ; — si l'on cédait à cette illusion d'optique, oui, on pourrait peut-être croire que l'Algérie donne à la mère-patrie plus de soucis que de satisfaction et de fierté.

Mais si l'on sépare l'Algérie de ce qui n'est pas elle, le coup d'œil change, et on peut répondre sans hésiter qu'elle mérite, par ses progrès incessants et par son travail, les sacrifices de la mère-patrie, dont elle a réalisé, dépassé même les espérances. (Très bien ! très bien !)

Aussi le gouverneur général s'est-il efforcé de séparer l'Algérie elle-même de ce qui, suivant lui, ne constitue qu'une faction parasite en Algérie, la faction Max Régis. Il en a répudié les doctrines « révolutionnaires », réactionnaires, ont interrompu les députés de la gauche ; il a appelé le boulangisme algérien et il a constaté que, par une singulière coïncidence, elle chantait la *Marseillaise* antijuive sur l'air des *Pioupious d'Auvergne*.

Elle ne l'a pas ménagé, s'il faut en croire les extraits de journaux qu'il a lus à la tribune ; elle lui a prodigué les épithètes aimables, une véritable collection : ignoble gredin, crapule, le plus cynique des malfaiteurs, voleur, assassin, ordure infecte, saligaud de l'espèce la plus sordide, sinistre vieillard, sénile gâteux, vieil alcoolique au chef branlant, exécrable alcoolique, bandit de grand chemin qui devrait porter sur l'épaule le stigmate d'infamie dont on marquait autrefois les galériens, canaille, polisson, fripouille, etc., etc.

On voit par là que le style algérien ne diffère pas sensiblement du style français. Le gouverneur général a paru s'étonner de ces fleurettes ; cela prouve qu'il vit assez renfermé. On a fait mieux : on a écrit que la mort de son fils et la maladie de sa fille étaient un châtiement du ciel. On s'en est pris au gouvernement lui-même et à la Chambre ; on a prêché la révolte et la guerre civile :

M. le gouverneur général. — Le 24 avril, l'Express déclare qu'il faut que le gouverneur général soit brisé, « l'Algérie résistera à Laferrière, au ministre lui-même, et au besoin au Parlement et à tous les pouvoirs publics. S'il faut se battre, on se battra ! » Le 14 mai, le même journal dit que « si l'en est que la lumière ne frappe pas, on leur fera voir clair à la clarté vengeresse de la poudre ! »

« Au meeting du 8 avril, Lionne dit qu'il n'y a rien à attendre de ce Parlement enchaîné par des intérêts égoïstes et lâches. Il raconte qu'« assistant à une séance de la Chambre des députés, s'il avait été sûr, en se précipitant du haut de la tribune où il se trouvait, de les frapper tous jusqu'au dernier, il n'aurait pas hésité à en débarrasser la nation. »

Et plus loin : « Il arrivera un jour, qui n'est pas éloigné, qu'il faudra liquider la situation. Ce jour-là, les fusils partiront tout seuls, car une révolution se prépare. »

Et M. Chaze ajoutait : Il faut qu'ils sachent que nous refusons de leur donner des satisfactions auxquelles nous avons droit, nous les prendrons à coups de fusil. — Tonnerre d'applaudissements ; cris : « Vive la Révolution ! »

Après les paroles, les actes, et notamment la petite émeute de Sidi-Ferruch qui aurait pu dégénérer en sanglante collision ; la chose n'a tenu qu'à un fil ! Et M. Laferrière conclut que ces événements ont une extrême gravité parce qu'ils commencent à émouvoir les Arabes « mis pour les complots », en présence d'un pouvoir désarmé ou insuffisamment armé. « Une cruelle expérience m'a montré que les moyens actuels ne permettent pas d'assurer à l'Algérie les bienfaits de la paix. »

Cependant, l'Algérie ne demande qu'à prospérer et à travailler. Indépendamment de son agriculture, qui reste sa principale ressource, elle possède des richesses minières à peine exploitées dont ses habitants sauront tirer parti si l'on ne décourage pas l'émigration, surtout l'émigration française, par de perpétuels changements dans les institutions existantes.

Est-ce à dire qu'il n'y ait rien à faire ? En attendant l'inconnu, sur laquelle il semble compter et que tout le monde accepte, le gouverneur général a indiqué un certain nombre de mesures visiblement anodines et inoffensives ; il a condamné d'avance les réformes radicales qui auraient, selon lui, plus d'inconvénients que d'avantages ; mais il a réclamé, comme le vrai remède aux maux dont souffre l'Algérie, un remaniement de la législation électorale. Il entend que le droit de vote, sagement réparti, assure la prépondérance à la population française menacée dans ses intérêts par le progrès toujours croissant de l'invasion étrangère. Il a même égrigné, au passage, le décret Crémieux. A la naturalisation collective, il faut substituer deux naturalisations successives, entourées d'efficacités et sérieuses garanties. L'antisémitisme algérien n'est, à ses yeux, qu'une maladie accidentelle qui ne durera pas si l'on sait et si l'on ose prendre les précautions nécessaires. Il ne s'agit pas, si je l'ai bien compris, de revenir sur le passé, mais d'arrêter une sorte d'inondation qui menace l'avenir, d'enrayer, en un mot, le cosmopolitisme algérien.

La seconde partie du discours de M. le gouverneur général a été plus goûtée que la première, et quand il est descendu de la tribune, vers six heures du soir, la Chambre ne lui a pas ménagé ses applaudissements. « Il faut faire quelque chose », a-t-il dit. J'offre de parier qu'on ne fera pas grand-chose. Les avis sont trop partagés.

Ad début de la séance, on avait voté sans discussion une proposition de loi présentée par M. Le Hérisse et tendant à accorder une récompense nationale, une médaille, je crois, aux militaires qui ont fait partie de la mission Marchand sur le Haut-Nil. M. Chapuis eût voulu qu'on y joignît un peu d'argent :

M. le président. — M. Chapuis a présenté un article additionnel ainsi conçu : « Une somme de 500 francs sera allouée à titre de gratification à chacun des tirailleurs ayant fait partie de la mission Marchand. »

M. Chapuis. — La Chambre vient de rendre un juste



leurs porteurs, ainsi que les manifestants qui les accompagnent;

2° Arrêter quiconque proférerait sur la voie publique ou des injures, ou des menaces, ou des provocations visant le Chef de l'Etat, les Chambres, le Gouvernement, les Corps constitués;

3° Disperser tout attroupement sur la voie publique et assurer l'entière liberté de la circulation;

4° Arrêter les auteurs de toutes agressions et violences contre les personnes et les biens;

5° Déjouer immédiatement les délinquants à la défecte;

6° Inviter tous les agents à l'exécution complète de leurs devoirs et ne signaler, en vue de peines disciplinaires, ceux d'entre eux qui monteraient de la faiblesse ou de la complicité à l'égard des délinquants;

7° Spécialement en ce qui concerne le service d'ordre dans l'intérieur du Palais de justice et aux abords, l'exécution des consignes établies d'accord avec MM. les chefs de la Cour devra être assurée avec une entière rigueur.

MM. les commissaires divisionnaires, officiers de paix et commissaires commandant les brigades avertiront les agents placés sous leur commandement que toute infraction aux ordres ci-dessus, toute mauvaise volonté constatée dans leur exécution sera, le jour même, punie de révocation.

Le Préfet de police compte sur l'énergie de ses subordonnés pour assurer, contre toute tentative d'ouï qu'elle vienne, le maintien de l'ordre, le respect de la loi et du gouvernement de la République.

Le Préfet de police,  
Charles BLANC.

## Nouvelles Diverses

### EXPLICATION ORAGEUSE

Un ouvrier menuisier, nommé Moulard, dit Moulard-Gaufres, s'était rendu, avant-hier soir, rue Rampeau, 25, chez un nommé Colbec, auquel il venait demander des explications au sujet d'une affaire d'ordre tout intime.

Après avoir discuté, d'abord d'une façon assez calme, les deux hommes ne tardèrent pas à s'échauffer et ils étaient prêts à se venir aux mains, lorsque Colbec, saisissant soudain une hachette, en frappa son adversaire en plein visage. Le malheureux tomba, perdant abondamment son sang par la large et profonde blessure qu'il venait de recevoir. Des voisins, dont l'attention avait été éveillée par le bruit de la querelle et par les cris : « Au secours ! » portés par la victime, s'empressèrent de conduire le pauvre « Moulard-Gaufres » chez le pharmacien le plus proche où des soins lui furent donnés. Après un pansement sommaire, Moulard a été transporté à l'hôpital Tenon.

Quant à Colbec, il a été mis, par le commissaire de police du quartier, à la disposition de la justice.

M. Blondeau, commissaire de police du quartier de la place Vendôme a procédé hier à l'arrestation d'un sujet anglais, qui venu ces jours derniers à Paris, était descendu dans un hôtel de la rue Saint-Honoré. Quand on lui présenta sa note il offrit pour le payer des coupons de voyage qu'il avait dérobés dans une agence de Londres qui l'avait employé.

Ce filou qui a refusé de faire connaître son identité a été écroué au Dépôt.

### ACCIDENTS

Un navrant accident dû à une imprudence, malheureusement trop commune, vient d'arriver à Afortville.

M. Gillon, ouvrier maçon, demeurant rue de Villeneuve, est divorcé depuis plusieurs années et ne voit ses enfants qu'une fois par mois.

Hier, ces enfants, Yves, âgé de quinze ans, et Marie, un peu plus jeune, arrivèrent, et le père les reçut avec grande joie. On déjeuna, puis on se prépara à aller faire une promenade.

Au moment de partir, Yves apercevant un fusil de chasse qui se trouvait dans la salle à manger, le prit et dit en couchant sa sœur en joue :

— Je te tue, Marie !

Si tu veux, répondit en riant la fillette. Mais fais vite.

Elle n'avait pas achevé qu'une double détonation retentit. Le fusil était chargé, et petit plomb et Yves, pressant la détente, avait fait partir les deux coups. La pauvre petite tomba atteinte au flanc et à l'épaule droite.

Au bruit des détonations, M. Gillon, qui était sorti, accourut et releva sa fille. Marie Gillon a été portée à l'hôpital de la Pitié. Quant à Yves, terrifié, il était blotti dans un coin et on a eu mille peines à lui faire raconter ce qui s'était passé.

M. Gillon père est malade de l'émotion qu'il a éprouvée. Il a dû s'aliter.

Pédalant à une allure modérée, un bicycliste militaire, nommé Ferdinand M..., suivait hier l'avenue de l'Opéra.

Tout à coup, une voiture débouchant d'une rue transversale lui barra la route. Le militaire fit un brusque crochet et renversa une vieille femme qui tomba si malheureusement qu'elle se fractura la crâne.

La malheureuse fut aussitôt transportée dans une pharmacie, mais malgré tous les soins, elle ne tarda pas à succomber.

En l'absence de papiers d'identité, son corps a été transporté à la Morgue.

Un accident de chemin de fer, qui heureusement n'a pas causé d'accident de personne, est arrivé hier, à onze heures quarante-deux minutes du matin, sur la ligne de Grande-Ceinture.

La machine du train B 2 et le fourgon de tête ont déraillé entre le Plant de Champigny (Seine) et la Grande-Ceinture. Les voyageurs ont été un peu blessés, mais aucun d'eux n'a été grièvement blessé.

La circulation a été interrompue pendant deux heures. Cet accident est attribué au mauvais état de la voie.

### C'ÉTAIT FATI...L

Si la contrefaçon n'existait pas, il faudrait l'inventer, a dit un savant économiste. C'est la consécration du succès. Ajoutez-y un peu de malveillance, et vous aurez un triomphe. C'est le cas des Cafés Carvalho.

Le public, seul juge en la matière, sait à quel point il a tenu et fait preuve de sagesse et de bon goût en grandissant chaque jour le succès de ces cafés.

Vendus en boîtes cachetées de 125, 250 et 500 grammes net, au prix de 2 fr. 40, 2 fr. 60 et 3 francs. Le demi-kilo (prix et poids marqués sur chaque boîte avec le nom, la marque et la signature), les Cafés Carvalho sont garantis absolument purs; pas de mouillages, pas d'addition. En vente dans toutes les bonnes maisons et 85, rue de Turbigo; 26, rue Cadet; 45, rue de Châteaudun; 54, rue du Bac; 47, rue de Lyon; 52, rue des Batignolles, etc., etc. Bien exiger le nom et la marque sur chaque boîte.

Le docteur Grenier s'est vu admettre en la personne d'un excellent rentier de Versailles, Mme T..., très connue du reste par l'exaltation de ses sentiments religieux. La bonne dame, venue hier à Paris pour faire des emplettes, passa par le jardin du Luxembourg. Elle s'arrêta devant le bassin, se déchaussa et se trempa les pieds dans l'eau à la grande joie des badauds.

Un garde intervint et, malgré toutes les explications qu'elle put lui donner, il la força à remettre ses chaussures. Mme T... tira alors son porte-monnaie et y jeta dans l'eau une dizaine de pièces de cinq francs.

Pour mettre fin à ses excentricités, le garde conduisit au commissariat de l'Odéon cette adepte de l'ancien déparat de Pontalier. La

famille de Mme T... a été prévenue par dépêche.

### « LE GRAND MONDE »

Vingt pages de dessins inédits sur les toilettes les plus nouvelles et sur les ouvrages les plus artistiques, des chroniques sur les dernières manifestations de la mode, sur les événements mondains, des conseils de beauté et d'hygiène, telles sont les attractions du *Grand Monde*, le véritable moniteur de la vie parisienne.

Nos lectrices désireuses de connaître cette publication hebdomadaire de grand luxe, la recevront gratuitement pendant un mois, en écrivant à la direction, 5, boulevard des Capucines.

### SUICIDE

M. Victor Nollet, âgé de trente-huit ans, demeurant avenue d'Orléans, s'est donné la mort hier matin en se jetant de la fenêtre de son logement situé au quatrième étage, dans la rue. La mort a été instantanée. Il s'était, dans sa chute, brisé le crâne sur la bordure du trottoir.

D'après l'enquête ouverte sur ce suicide par le commissaire de police, cet acte de désespoir aurait été provoqué par des chagrins de famille.

### BI-BORAX ORIENTAL

Tout le monde sait que le Bi-Borax est précieux pour le blanchissage, l'empesage, etc. Les personnes qui partent à la campagne ne doivent donc pas oublier d'en emporter quelques boîtes.

Si l'on a soin d'ajouter du Bi-Borax à la lessive et l'amidon, et si par surcroît le linge a été séché au soleil, on obtient une blancheur éblouissante. Le Bi-Borax ne se vend qu'en boîtes cachetées de 0 fr. 40 c., 0 fr. 20 c., 0 fr. 50 c. et 1 franc et se trouve dans toutes les bonnes maisons.

### CAMBIROLEURS

Deux inspecteurs de la Sûreté, plus spécialement attachés au service de la voie publique, avaient, hier matin, deux individus déguisés en rôdeurs, cherchant à vendre des objets d'art à un marchand de curiosités de la rue de Rivoli.

Les agents s'emparèrent de ces individus à leur sortie du magasin et les conduisirent chez le commissaire de police auquel ils finirent par avouer que les objets dont ils avaient essayé de se débarrasser provenaient d'un vol tout récemment commis par eux chez M. Laurent, rue de Rome.

Ces cambrioleurs, Pierre Brunot, vingt-cinq ans, et Eugène Ruchet, vingt-trois ans, ont subi plusieurs condamnations antérieures. La perquisition faite chez eux a amené la découverte d'un grand nombre d'objets volés et de tout un attirail de cambrioleurs.

Brunot et Ruchet ont repris le chemin du Dépôt.

Jean de Paris.

Mémoire. — Le service de la statistique municipale a compté, pendant la 20<sup>e</sup> semaine, 972 décès, chiffre voisin de la moyenne.

On a enregistré la naissance de 1,048 enfants vivants, 543 garçons et 505 filles.

Des marins ont retiré, hier matin, du canal Saint-Martin, le cadavre d'un individu âgé d'une quarantaine d'années. L'identité n'ayant pu être établie, le corps a été envoyé à la Morgue.

J. de P.

## LE MONDE RELIGIEUX

### LE « SOUVENIR FRANÇAIS » A NOTRE-DAME.

— DISCOURS DE MGR PAGIS, EVÊQUE DE VERDUN.

Le Président de la République, les ministres de la guerre, des affaires étrangères, des colonies, de l'agriculture, le général Jamont, le gouverneur militaire de Paris, les préfets de la Seine et de police étaient représentés, hier, à la très belle cérémonie organisée à Notre-Dame par les soins du « Souvenir français », société nationale pour l'entretien des tombes des militaires et des marins morts au service de la patrie.

Le cardinal Richard. Étaient présents au banc d'œuvre : Mgr Lanasse, protonotaire apostolique, aumônier de Saint-Cyr; l'aimable archevêque de la cathédrale, M. l'abbé Pousset; le directeur général de l'Œuvre nationale de Jeanne d'Arc à Vaucouleurs, M. le chanoine Montel; et la plupart des membres du chapitre métropolitain.

Reconnu, d'autre part : Les généraux Cosseron de Villenois, président du « Souvenir français »; Saget, Galland et Charron; les amiraux Gervais et Jonquel; le commandant Baude, M. Nyssen, le très sympathique secrétaire général du Comité; le capitaine Guébin, le colonel comte de Brucher, le vicomte de Beaufort; M. Hugo, sénateur; M. Adolphe Demy, consul; M. Guérin, député; les colonels Bourgeois, Le Pontois, etc.

Dames quêteuses : Mme et Mlle Nyssen, Mmes Eustache, de Lagense, Robinet de Cléry, Ertzbischoff, Garnier, Courmel, Mlles de Villenois, de Montils, Emmanuelle.

Superbe programme musical exécuté pendant la messe solennelle de *Requiem*, notamment le *Kyrie*, de l'abbé Geispietz, maître de chapelle de Notre-Dame; le *Dies iræ*, de Verdi, par MM. Auguez, de l'Opéra, et Broca; l'*Absence*, de Loret, pour violons, violoncelle, harpe et orgue; l'*Élégie*, de Mme Alphonse de Neuville, pour orgue et violoncelle, par M. Berthelier, de l'Opéra, qui a traduit à merveille son inspiration magnifiquement religieuse; le *Sanctus*, de Dubois; la « Méditation » de *Thais*, de Massenet, sur la violoncelle, par M. Anemoyanni; le *Pie Jesu*, d'Adolphe Deslauriers, par M. Paul Ségué, de l'Opéra; l'*Agnus Dei*, de Bizet, par M. Paul Broca; le *Miserere*, de Steenmann, par M. Falchieri, de l'Opéra-Comique; la *Marche funèbre*, de Chopin; le *Liberia*, l'*Ego sum*, de Gounod, par M. Auguez, etc.

Mgr Pagis, évêque de Verdun, est monté en chaire après l'Evangile. Ayant le très louable désir de prononcer un discours patriotique, l'orateur a fait pour la centième fois l'apologie de la guerre. C'est l'écueil où viennent sombrer la plupart des prédicateurs quand ils ont au-dessus de leur tête des drapeaux tricolores et sous leurs yeux des uniformes galonnés d'or.

Pour Mgr Pagis, la France, dont la vocation est avant tout une vocation guerrière, est infiniment plus grande par les prouesses de ses soldats que par les manifestations de son génie philosophique, littéraire, artistique à travers les âges. L'éminent évêque d'Orléans, Mgr Touchet, soutenait, il y a quelques semaines, précisément la thèse opposée, à Saint-Etienne-du-Mont, à l'occasion du centenaire de Racine. Peut-être cette regrettable divergence d'opinions tient-elle à la différence des auditoires : ici, au premier rang, des académiciens; là, au premier rang, des officiers. Cependant, la vérité est une, et nos évêques feraient bien, je crois, de se mettre d'accord, s'ils veulent que les catholiques continuent à regarder les chaires de leurs églises comme des chaires de vérité, et

à recueillir la parole qu'ils y entendent comme la parole même de Dieu.

Entre temps, Mgr Pagis a cru devoir blâmer les intellectuels, qui croient à la possibilité de la fraternité universelle; ce genre de plaisanterie n'est pas encore usé en province. Nagnère, à Paris même, il dispensait d'être éloquent et d'avoir raison. Autrement, l'évêque de Verdun n'aurait pas éprouvé le besoin de recourir à de pareils artifices.

Mgr Pagis a continué son discours par un curieux parallèle entre le soldat et le missionnaire, l'un apôtre de la guerre, l'autre apôtre de la paix, donc absolument semblables l'un à l'autre, à tel point qu'il faudrait mêler leurs os et leur rendre les mêmes honneurs posthumes.

Et pour finir, un commentaire enflammé de cette devise qui nous reporte, au temps des Croisades ou à celui de l'Inquisition : *Ense et cruce*, « par l'épée et par la croix ».

Julien de Narfon.

## L'INCIDENT

### de la Chambre de commerce française

#### DE BRUXELLES

(De notre correspondant particulier)

Bruxelles, 24 mai.

Un jury d'honneur, dont les membres avaient été convoqués par M. Moutier, s'est réuni cet après-midi dans un des salons de l'hôtel des Boulevards. Étaient présents : MM. Montandon, directeur du Crédit lyonnais, membre de la Chambre de commerce française de Bruxelles; Duchêne, vice-président de cette Chambre, non démissionnaire; Borniche, président de la Chambre de commerce française d'Anvers; Leroux, président de la Société française de bienfaisance de Bruxelles; Chartrain, premier vice-président de l'Union française de Bruxelles; Morel, président de la Société française de secours mutuels de Bruxelles; Valère Mabilie, président de la Chambre de commerce française de la Société de bienfaisance de Charleroi; Laroque, président de la Société française de bienfaisance, et Doit, président de la Chambre de commerce française de Liège.

M. Gouverneur, vice-président de la Chambre de commerce française de Bruxelles, convoqué, avait écrit qu'il croyait ne pas pouvoir faire partie du jury, parce qu'il est démissionnaire. M. Rolland, convoqué par lettre recommandée, n'a pas répondu.

La séance s'est ouverte sous la présidence de M. Montandon; M. Doit remplit les fonctions de secrétaire. M. Moutier a d'abord été introduit : son audition a duré une heure et demie. D'autres personnes, dont plusieurs venues de Paris, ont aussi été entendues.

La séance, commencée à quatre heures, s'est prolongée jusqu'à six heures et demie. À l'issue de la réunion, les membres du jury d'honneur se sont rendus en corps à la légation de France pour faire part à M. le ministre Gérard du résultat de leur enquête et lui remettre le procès-verbal. Celui-ci constate que les membres du jury d'honneur, à l'unanimité, ont reconnu que les faits imputés à M. Moutier sont inexacts, et que M. Moutier est digne de la sympathie et de l'estime de tous ses compatriotes.

M. Rolland, qui a voulu se tenir à l'écart de cette réunion, s'en rapporte aux électeurs de la Chambre de commerce, qui sont convoqués pour le 31 mai et qui sont les seuls juges du conflit.

Lemaire.

## Gazette des Tribunaux

COUR DE CASSATION : Autour du procès de révision. — TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE GRENOBLE : Les incidents du procès Régis. — NOUVELLES JUDICIAIRES.

Les couloirs du Palais de justice, désertés pendant les premiers jours de la semaine, en raison des vacances judiciaires, se raniment peu à peu, à la veille des débats qui doivent s'ouvrir, lundi prochain, devant la Cour de cassation.

Tandis que les reporters vont et viennent, aux abords de la galerie Saint-Louis, en quête d'interviews sensationnelles sur le rapport de M. Ballot-Beaupré, et cherchent en vain les conseillers absents, on se préoccupe, au bureau de la presse, des mesures à prendre pour pouvoir procurer les places indispensables aux chroniqueurs des journaux parisiens, et satisfaire aux demandes innombrables venues de la province et de l'étranger.

Besogne peu facile assurément ! La partie réservée au public dans la grande salle où la Cour siège, toutes Chambres réunies, est, en effet, on ne peut plus exigüe. En dehors des sièges réservés aux invités, aux sténographes et à une cinquantaine de journalistes, restera-t-il de quoi caser un simple escabeau ?

Force sera donc aux curieux de se refouler vers la Cour d'assises où aura lieu, au même moment, le procès Déroulède-Habert.

Le débat sur la révision occupera la semaine entière. Une audience et demie sera consacrée à la lecture du rapport de M. Ballot-Beaupré. Il ne faudra pas moins de temps, dit-on, à M. le procureur général Manau pour développer ses réquisitions, et M. Morand ne terminera pas sa plaidoirie avant jeudi soir.

Vendredi et samedi, délibération de la Cour et rédaction de l'arrêt tant attendu.

Telle est, du moins, l'hypothèse la plus généralement admise au Palais.

### \*\*\*

Hier est venue, devant le Tribunal correctionnel de Grenoble, la poursuite intentée par le Parquet contre l'ouvrier ferblantier Guerre-Genton qui, dans les troubles suscités par le procès Max Régis, blessa le lieutenant Aix, du 28<sup>e</sup> bataillon de chasseurs, en lui lançant à la tête un porte-allumettes.

Le prévenu est âgé de dix-huit ans. Après l'audition de plusieurs témoins qui viennent affirmer que les officiers assis à la terrasse du Cercle militaire ont été assaillis sans aucune provocation de leur part, M. le substitut Chantlaud a requis une peine sévère contre Guerre-Genton, afin de donner satisfaction à l'opinion publique.

Les regrettables scènes du 18 mai, dit-il, n'ont été heureusement le fait que de quelques gamins : une centaine au plus.

Guidés par un individu portant un drapeau rouge, ils ont causé des désordres en chantant la *Carmagnole*. Il nous faut affirmer bien haut que cette bande infâme ne doit pas être confondue avec la population grenobloise qui aime les officiers et honore l'armée; la sentence que rendra le Tribunal fera cesser le divorce que l'on a voulu créer entre la ville de Grenoble et cette armée que nous aimons tous.

M<sup>e</sup> Berthet a sollicité ensuite l'indulgence des magistrats pour son client.

Le Tribunal a condamné Guerre-Genton à dix jours d'emprisonnement.

Divers autres prévenus, dans l'agression du Cercle militaire, ont été ajournés à huitaine pour supplément d'enquête.

### \*\*\*

Hier un incident s'est produit au Conseil de guerre d'Alger.

Un détenu à l'atelier de travaux publics d'Orléansville, nommé Prévost, comparait devant les juges militaires pour destruction volontaire d'effets. Les débats terminés, au moment où le colonel Molnier, président du Conseil, demandait à l'accusé s'il n'avait rien à ajouter pour sa défense, celui-ci arracha un bouton de sa tunique et le jeta avec force à la tête du colonel.

Les juges du Conseil de guerre, délabrés immédiatement sur l'acte de folie du malheureux soldat, l'ont condamné à la peine de mort. L'arrêt a été lu séance tenante à Prévost qui l'a écouté sans émotion apparente.

### \*\*\*

Les manifestants poursuivis, à la suite de la bagarre d'avant-hier, à Mustapha, sous l'inculpation de bris de clôture et menaces à des agents de la force publique, ont comparu hier devant le Tribunal correctionnel d'Alger.

L'un d'eux, rédacteur d'une feuille antijuive, a été condamné à trois mois de prison; les peines infligées aux autres sont relativement légères.

### \*\*\*

Se souvient-on de l'odieuse assassinat du curé de Saint-Patrice (Indre-et-Loire) et de sa servante, qui valut au cheminier Lehmann une condamnation à mort ?

La peine capitale vient d'être commuée, par le Président de la République, en celle des travaux forcés à perpétuité.

George Grippon.

## Informations

Les médailles du Salon. — Trois sections de la Société des artistes français ont procédé hier au vote des médailles d'honneur. En voici le résultat :

Peinture. — M. Tattergrain a obtenu la médaille d'honneur, au 3<sup>e</sup> tour, par 219 voix sur 412 votants.

MM. Humbert a ensuite 93 voix, Gabriel Perrier 49, Henri Martin 32.

Sculpture. — Au deuxième tour de scrutin, M. Ernest Dubois obtint la médaille d'honneur par 67 voix sur 112 votants.

M. Boisseau a obtenu 65 voix, et aux termes du règlement, se trouve dans les conditions requises pour obtenir également une médaille d'honneur.

Gravure et lithographie. — M. Lecoteux a obtenu la médaille d'honneur par 29 voix sur 57 votants.

Les colonies de Sévres. — M. Guillain, ministre des colonies, a reçu hier MM. Henrici-Duluc et Guillemet, députés, qui venaient, avec MM. René de Cuers, président; le colonel Héron, Ch. Halais et d'Attanoux, membres du Conseil d'administration de la Société de secours aux militaires coloniaux, l'inviter à assister à l'inauguration de la maison de convalescence créée par cette œuvre à Sévres.

M. Guillain a promis de se rendre demain à cette cérémonie, et a vivement félicité les représentants de la société des services qu'elle rend à nos soldats rentrant des colonies.

Nos lecteurs connaissent mieux que personne cette œuvre, puisqu'ils ont aidé de leur argent toujours généreux cette fondation.

Dans les légations. — Le commandant Gardesco, attaché militaire auprès de la légation royale de Roumanie, vient d'être promu au grade de lieutenant-colonel.

Chambre des notaires de Paris. — Par suite du renouvellement annuel d'une partie de ses membres et de l'élection de ses officiers, la Chambre des notaires de Paris se trouve ainsi composée pour la session 1899-1900 :

MM. Ollagnier, président; Pérad, 1<sup>er</sup> syndic; Diot (de Vincennes), 2<sup>e</sup> syndic; Camille Tolly, 3<sup>e</sup> syndic; Demonts, rapporteur; Lanquest, secrétaire; Delorme, trésorier; Blanchet, bibliothécaire; Taupin (de Cligny), Agnellet, Plique, Fuesco, Desonges, Garanger, Hovel, Labrie, Naret, Charles Champetier de Ribes, Cottin, Fleury.

Salon du Figaro. — Hier a eu lieu, au Salon du Figaro, le vernissage de l'Exposition des Œuvres de M. Habert. Cette Exposition, qui s'annonce comme un grand succès, sera ouverte à partir d'aujourd'hui, de onze heures à six heures.

Les ambulanciers de France. — L'Association des ambulanciers de France célébrera sa fête annuelle dimanche prochain, à deux heures, rue de Lancry, sous la présidence effective de M. Lockroy, ministre de la marine.

La mutualité scolaire. — Dimanche prochain, à une heure et demie, aura lieu, au grand amphithéâtre de la Sorbonne, sous la présidence de M. Charles Dupuy, président du Conseil, assisté des ministres de l'instruction publique et du commerce, la fête officielle de la mutualité scolaire.

Des récompenses seront décernées aux membres de l'enseignement qui se sont distingués par leur dévouement à l'œuvre de la mutualité scolaire.

Banquet colonial. — Le cinquième banquet colonial annuel, organisé par l'Union coloniale française, aura lieu le samedi 10 juin, à huit heures, à l'hôtel Continental. Il sera présidé par M. Guillain, ministre des colonies.

On compte sur la présence de plusieurs ministres, du général Gallieni, du commandant Marchand et d'un grand nombre de notabilités du monde politique et colonial.

M. le Président de la République a promis de s'y faire représenter.

Réunion. — La « Belfortaine » de Paris donnera une soirée musicale et littéraire, et sera le soir prochain à huit heures et demie du soir, dans les salons du Globe, 8, boulevard de Strasbourg.

La conférence sera faite par M. Eugène Billard, avocat à la Cour d'appel, qui traitera du patriotisme.

## Figaro à la Bourse

Jeudi 25 mai.

Une hausse excessive appelle une réaction violente : nous l'avons eu hier. Un recul énergique implique (en l'absence de tout événement politique fâcheux) un relèvement assez vif : nous l'avons eu aujourd'hui. On a l'air d'être complètement remis des effets de l'épée de coup de panique qui a si rudement secoué le marché il y a vingt-quatre heures. Tous les cours n'ont pas, il est vrai, repris leur niveau de mardi; mais ils ont rattrapé, en général, un très joli morceau de la perte survenue en la dernière séance, et semblent en bonne voie de rattraper le reste. On peut penser, en effet, qu'en fait de réalisation, le plus dur est fait maintenant. C'est égal, l'alerte a été plutôt vive.

L'extérieur espagnole est en reprise de 82 centimes, mais on l'a encore mené par des petits chemins accidentés, puisqu'elle a débuté à 63 00 pour finir à 64 07 après 63 40 et 64 35; pour toute autre valeur, et en tout

autres temps, on trouverait qu'un écart de près d'un point entre les cours extrêmes est énorme. Mais, à l'heure où nous sommes, il paraît que c'est la moindre des choses. Babelite aussi, sans doute, un relèvement de 70 francs sur la *Sosnovice* à 2,510 après 2,400. Et un rattrapage de 13 francs sur le *Rio* à 1,244 après 1,238 et 1,240, est-ce assez dénué d'importance ? Et une plus-value de 45 francs sur le *Suez* à 3,715 après 3,675, est-ce de quoi impressionner ? Ah ! les gens qui aiment les gros mouvements ne sont pas à plaindre, surtout s'ils jouent l'intermittence — et, bien entendu, s'ils ne jouent pas blanc quand il faudrait jouer noir, et réciproquement.

Le 3 0/0 remonte de 20 centimes à 103 40 après 102 47; et on avance encore un peu après Bourse. Le 3 1/2 0/0 gagne 45 centimes à 102 87. Au compt







